

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2019

Perspectives 2020

N° 505 - Janvier 2020

18 €

Économie de l'élevage



**2019 : Les prix sous pression malgré le recul de l'offre.
2020 : Repli des cheptels et de la production.**

- GROS BOVINS - Baisse de production mais toujours des prix sous pression
- BROUTARDS - Des envois en légère progression
- VEAUX DE BOUCHERIE - Une année particulièrement difficile
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des systèmes d'élevage durablement affectés

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

BERRUYER Mylène, BUCZINSKI Baptiste, CHOTTEAU Philippe, DOUGET Michel, FUCHEY Hélène, GROSHENS Eva, MILET Germain, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RAMONY Lina-May, RUBIN Benoît, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MATHIEU Guillaume, MISCHLER Pierre, TRESCH Philippe
ainsi que BISSON Pascal (CA 79), MARTIN Joël (CA 08).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. «La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

ALLART Lucie (CA 03), BARJOU Marie-Line (CA 87), BARRÉ Raymond (CA 29), BALME Jean Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BENOITEAU Gaël (CA 44), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTÈBE Mathilde (CA 15), BONNET Henri (CA 11), BONNET Laurena (CA 60), BOUCHER Lucille (CA 63), DUPIRE Sarah (CA 38), BOUCHARD Yann (CA 15), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), de NICOLAYE Laurène, BOYER Florian (CA 54), BRETON Delphine (CA 72), BRISSON Stéphane (CA 42), CANDAU Dominique (CA 88), CELERIER Aloïse (CA 86), CERCIAT Thomas (CA 33), CHARLIER Aude (CA 02), CORNETTE Baptiste (CA 85), CROCHET Sonia (CA 47), DELARUE Estelle (CA 15), DELMAS Benoît (CA 12), DELTOR Thierry (CA 64), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50),

GAIGE Aurélien (CA 19), GEHIN Perrine (CA 14), GILLIER Christophe (CA 01), GOUGET Maude (CA 52), GROSOBOIS Christophe (CA 49), GUERRE Emilie (CA 55), GUY Frédéric (CA 35), HALTER Philippe (CA 43), GUION Sebastien (CA 05), LAFAYE Daniel (CA 03), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LECREUX Pascal (CA 36), LE GAC Margot (CA 56), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MAUGUE Bruno (CA 63), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOURICHOUS Laurie (CA 16), OFFREDO Thierry (CA 22), PELISSIER Emeric (CA 48), PEYRAT Elodie (CA 24), PLATEL Daniel (CA 80), VAILLANT DE GUELLIS Matthieu (CA ALSACE), VALANCE Sophie (CA 85), VAN DER MEULEN Simon (CA 24), VEAU Christelle (CA 58), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 6 :

SERVANS Camille (CRA PDL), PAROIS Aurélie et BRIAND Philippe (CRAB), PEYRAT Elodie (CA 24), LABARTHE Jean-Christophe (CA 46).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale des Éleveurs

2019 : Les prix sous pression malgré le recul de l'offre 2020 : Repli des cheptels et de la production

Début 2019, la question de ce Dossier Annuel était « le recul de la production boostera-t-il les prix ? ». Force est de constater que si le recul de la production attendu s'est bien produit, les prix intérieurs n'en ont guère profité. Ils ont tout juste frêmi pour les animaux finis de type viande (JB, génisses et vaches), mais se sont encore érodés pour les vaches et JB de type laitier. Les cotations des broutards ont connu une chute estivale marquée pour la plupart des catégories et celles de veaux de boucherie ont été très dégradées jusqu'en novembre.

Face à une sécheresse estivale qui a de nouveau fortement affecté presque toute la France sauf la façade maritime et les régions avoisinantes, la plupart des élevages bovins viande ont encaissé une nouvelle hausse des charges opérationnelles. Celle-ci est surtout liée à des achats supplémentaires de fourrages et d'aliments, en partie compensés par des aides exceptionnelles de l'Etat et de certains Conseils régionaux. L'inflation des charges s'est ainsi poursuivie (+2%), malgré le recul du coût de l'énergie. Dans ces conditions, les résultats courants reculent : pour 2019 nous les estimons au plus bas niveau de la décennie pour les naisseurs spécialisés, et en baisse marquée pour les naisseurs-engraisseurs.

Pas étonnant que la décapitalisation allaitante se soit accélérée courant 2019, atteignant 2,4% sur 1 an en décembre. La production française de viande de femelles a chuté de 2%, et celle de jeunes bovins plus encore (-4,5%). Cependant, les disponibilités de femelles laitières dans plusieurs pays européens et la redirection des exportations irlandaises vers le Continent ont encombré le marché communautaire, pesant sur les prix. La Pologne, affectée par plusieurs scandales, a été contrainte de brader des stocks. Et la consommation allemande, très réactive à la situation économique générale, est morose. Il n'y a pas eu en 2019 de locomotive à la demande de viande bovine. Seule la situation italienne était porteuse d'espoir, avec une forte demande de broutards, et une consommation qui se maintient bien.

Pour 2020, nous prévoyons la poursuite du recul de la production française, plus marqué encore en femelles (-3,2%) qu'en jeunes bovins (-0,9%) et en broutards (-1%). Cela appellera davantage d'importations car la consommation française résiste bien, notamment en haché (+2,3% en valeur en 2019). Il est délicat de prévoir la demande du marché asiatique, surtout dans le contexte de la nouvelle épidémie de coronavirus qui vient de se déclarer, mais elle semble dynamique et pourrait changer favorablement les équilibres de marché.

Plus que jamais, le marché de la viande bovine français est dépendant du contexte européen et global, économique mais aussi climatique.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans au Royaume-Uni, en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations, résultats des exploitations

40/ LES PRÉVISIONS 2020

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union Européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019

HIVER 2018/2019



France : entrée en vigueur de la loi Égalim qui encadre en particulier les offres promotionnelles en magasin et impose la publication d'indicateurs de contractualisation.

Les stocks fourragers sont au plus bas suite à la sécheresse de 2018. Des achats complémentaires (aliments et fourrages) ont été nécessaires durant l'hiver 2019.



Export vif : Le marché algérien réouvre, amorçant une demande dynamique. En revanche, la demande turque reste concentrée sur le maigre sud américain.



Irlande : Anticipation massive d'abattages en prévision du Brexit annoncé pour le 29 mars. Prix sous pression, hausse des exportations vers la France et constitution de stocks en abattoirs.

Scandale en Pologne : Un journaliste d'investigation embauché par un abattoir de la région de Varsovie révèle fin janvier que celui-ci abat des bovins malades dont la viande est ensuite mise sur le marché et exportée, notamment en France.



Nouveau zonage ICHN en 2019 :

- 3 555 communes entrantes
- 1 349 communes sortantes du zonage.

PRINTEMPS



Sortie précoce au pâturage mais la pousse de l'herbe a été lente.



La date du Brexit politique, initialement fixée au 29 mars 2019 à minuit, est reportée au 12 avril, puis au 31 octobre et enfin au 31 janvier 2020.



UE-Mercosur : signature du pré-accord politique entre la Commission européenne et les dirigeants du Mercosur. Ajustements techniques en cours. L'accord devra ensuite être ratifié par les institutions communautaires et les États membres.

Veau de boucherie : Effondrement des cotations qui annonce un semestre très difficile jusqu'en septembre.

Fraude sur la viande polonaise mise à jour en France début juin : 780 tonnes de pseudo « steaks hachés » polonais contenant divers produits dont du gras ou de la peau ont été livrées à des associations caritatives.

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2019



ÉTÉ



Pas d'accalmie dans la charge de travail : les éleveurs ont dû abreuver et affourager les animaux au paturage durant tout l'été.



Forte hausse des rendements en céréales et protéagineux en 2019, Net recul pour les oléagineux et le maïs grain ou ensilé.



Export vifs : les opérateurs mettent leur activité pays tiers en pause en juillet et août craignant les périodes de canicule et les interdictions de transport des bovins vifs.

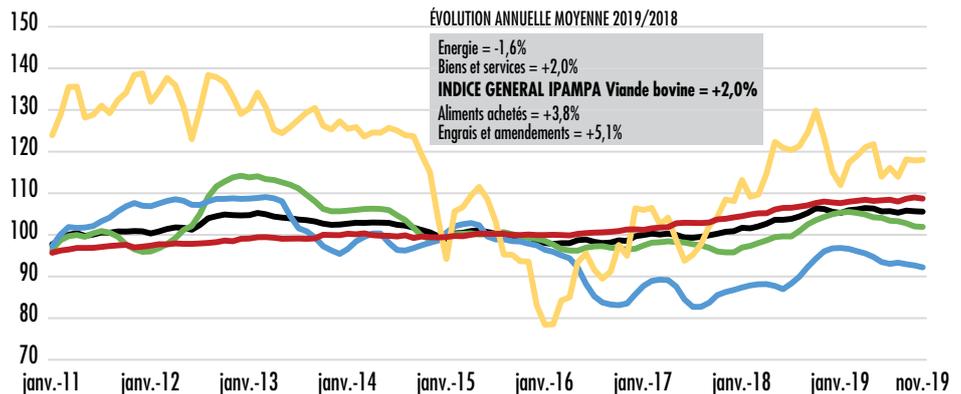


Irlande : Les éleveurs bloquent les abattoirs et centres de distribution pour protester contre les prix bas. Les abattages chutent de 15% en août et de 38% en septembre.

Broutards : L'offre pourtant limitée rencontre une demande moins ferme en Italie et en France en fin d'été, rompant avec les cours élevés du 1^{er} semestre.

IPAMPA VIANDE BOVINE

- Energie
- Biens et services
- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
- Aliments achetés
- Engrais et amendements



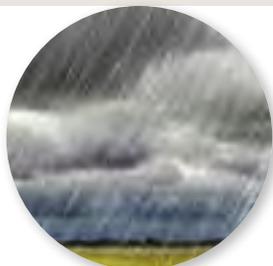
Source : Institut de l'Élevage d'après INSEE - Base 100 = 2015

Sécheresse estivale intense,
ne permettant pas le pâturage et
la constitution de stocks fourragers pour
l'hiver (sauf en Bretagne et en Aquitaine).

Les éleveurs doivent acheter des fourrages
ou bien décapitaliser.

Aides exceptionnelles débloquées par l'État,
la MSA et certains Conseils régionaux et
départementaux.

AUTOMNE



Semis de céréales
retardés suite
aux abondantes
précipitations



Singapour : L'accord commercial
entre l'UE et Singapour entre
en vigueur le 21 novembre.
Suppression des droits de douanes
pour la viande bovine européenne.



Brexit : Majorité aux conservateurs suite
aux élections législatives britanniques.
Le Brexit politique est désormais
programmé le 31 janvier 2020.
Mais les négociations sur les relations
futures avec l'UE sont à venir.



Grâce à une pousse
de l'herbe inespérée,
les animaux
reprennent de l'état.

Chine : Le président chinois
Xi Jinping déguste de la viande
bovine française Label Rouge avec
Emmanuel Macron et une délè-
gation française, à l'occasion de
l'Exposition Internationale
des Importations de Shanghai.

Veau de boucherie :
Accords interprofessionnels
sur le contrat-type d'intégration
et le classement des couleurs
via le chromamètre.

Contingent « panel hormones » : validé fin
novembre côté Europe, un accord UE/USA prévoit
de réserver une part du contingent de 45 000 t
de produits aux États-Unis. Elle augmentera
progressivement en 7 ans pour atteindre de 35 000 t.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Baisse de production mais toujours des prix sous pression

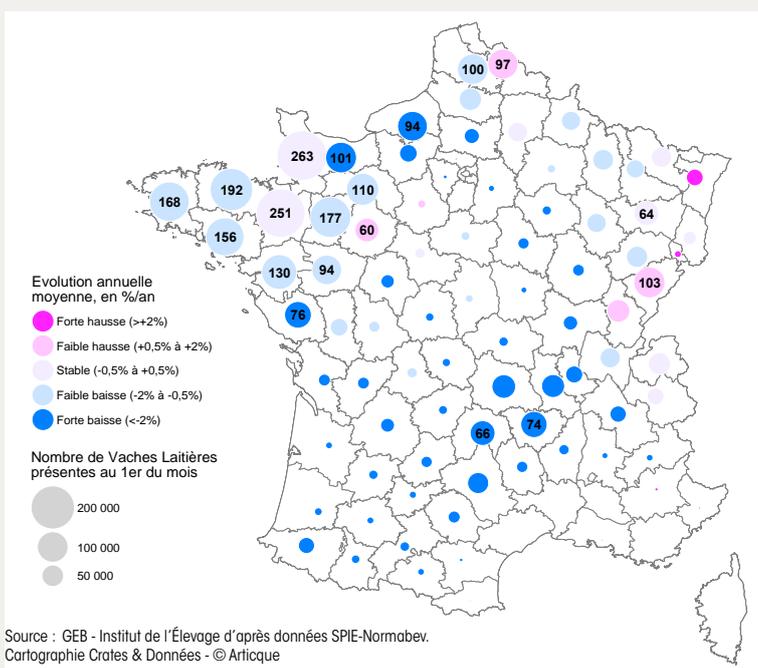
Après un pic en 2018, la production française de gros bovins est repartie à la baisse en 2019. Le repli des abattages de femelles a conduit à une hausse des importations de viande. Celui des abattages de mâles a entraîné une baisse des exportations. Les prix des bovins de type viande ont été en moyenne meilleurs qu'en 2018, du fait du recul de la production. Mais ceux des bovins laitiers, soumis à la concurrence des viandes importées, ont pâti de la dégradation du marché européen. La consommation s'est légèrement repliée après le sursaut de 2018.



CHEPTEL 2019

VACHES LAITIÈRES

Le cheptel français de vaches laitières a perdu 53 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2018 et le 1^{er} décembre 2019, soit -1,4%.



3,66 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2019.

Accélération de la baisse à partir de septembre

La contraction du cheptel laitier s'est poursuivie en 2019 et elle s'est même accélérée en fin d'année, passant de -0,9% entre janvier et début septembre, à -1,4% au 1^{er} décembre. Cette forte amplification résulte de la chute des entrées de primipares dans le troupeau à l'automne, saison où l'on fait traditionnellement vêler les génisses, les effectifs de génisses étant repartis à la baisse depuis l'été 2017. En 1 an, le cheptel de vaches laitières a perdu 53 000 têtes.

Concentration du cheptel

La baisse de cheptel reste très marquée au sud de la Loire et le Massif Central est particulièrement touché. Elle l'est moins dans les zones denses du Grand-Ouest ou du Nord ainsi que dans les montagnes de l'est de la France où les AOP rémunératrices continuent de soutenir la production.



CHEPTEL 2019

NAISSANCES DE VEAUX DE MÈRES ALLAITANTES

Les naissances de bovins en France ont fortement reculé en 2019. Selon nos estimations elles n'ont pas dépassé 3,54 millions de têtes et ont chuté de 6% /2019.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après SPIE-BDNI

6,95 millions

C'est le nombre de naissances de bovins (allaitants et laitiers) en France en 2019 selon notre estimation.

Naissances allaitantes : forte baisse en lien avec le cheptel

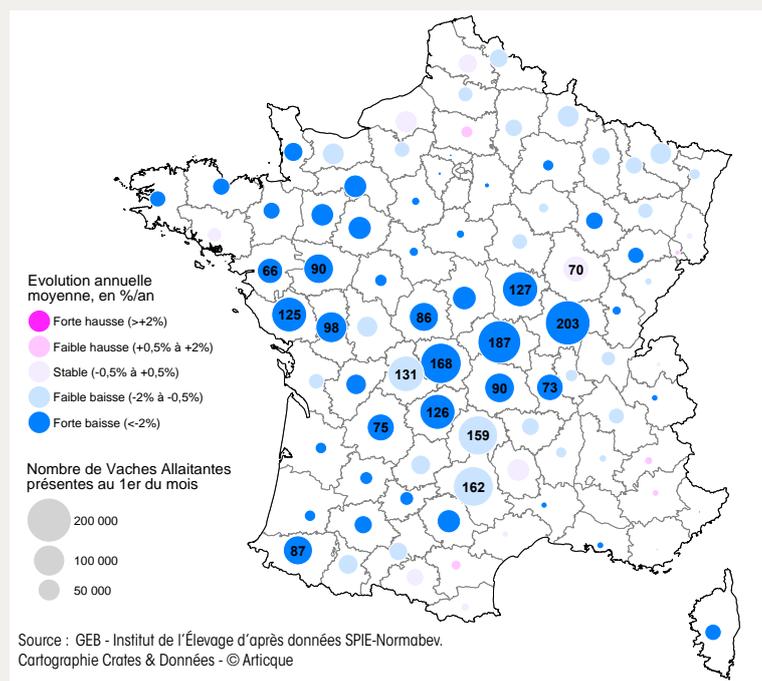
Les naissances de veaux de mère allaitante sont reparties à la baisse en 2019 à 3,54 millions de têtes (-6% /2018). Le repli a été régulier tout au long de l'année. Ce total des naissances est inférieur à celui de 2017 (3,64 millions de têtes), année pourtant marquée par un effondrement des naissances au 2nd semestre dû à des problèmes de fertilité. Cette baisse intervient dans un contexte de décapitalisation du cheptel, marqué par des abattages nombreux et des entrées limitées de génisses dans le troupeau.

Naissances laitières : décrochage au 2nd semestre

En 2019, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 3% /2018 à 3,41 millions de têtes. Alors que la conjoncture laitière était stable, les naissances ont fortement reculé en particulier au 2nd semestre qui concentre 55% des vêlages. Cette chute s'explique par la décapitalisation du cheptel et par de moindres vêlages de génisses.

VACHES ALLAITANTES

Le cheptel français de vaches allaitantes a perdu 93 000 têtes entre le 1^{er} décembre 2018 et le 1^{er} décembre 2019, soit -2,4%.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev. Cartographie Crates & Données - © Artique

3,80 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2019.

Accélération de la baisse tout au long de l'année

En 1 an, le cheptel de vaches allaitantes a perdu 93 000 têtes. De -1,5% au 1^{er} janvier 2019 par rapport à 2018, la baisse de cheptel n'a cessé de s'accroître pour atteindre -2,4% au 1^{er} décembre. Les deux grandes saisons de vêlages, hiver-printemps puis automne, ont enregistré une forte réduction des entrées de primipares. La décapitalisation est à l'œuvre depuis 2017 et depuis lors, les éleveurs gardent moins de génisses pour le renouvellement en lien avec une forte hausse des exportations de broutardes.

Fortes chutes dans les Pays de la Loire et dans les bassins Charolais et Limousin

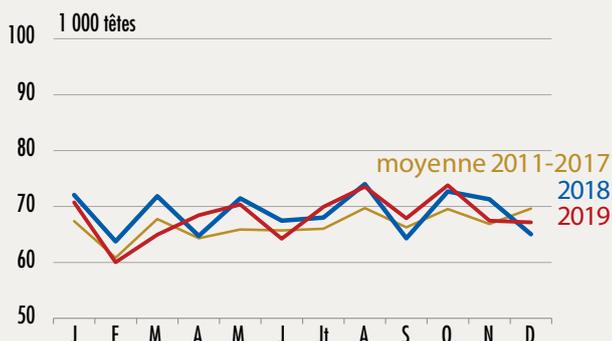
La baisse de cheptel affecte quasiment tous les départements français. Comme en 2018, le bassin rustique a été quelque peu préservé alors que la chute est très marquée dans le Grand-Ouest et dans les bassins Charolais et dans une moindre mesure Limousin.



2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2019

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES TYPE VIANDE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Après un pic en 2018, les abattages de réformes allaitantes se sont rétractés de 0,8% en 2019 à 772 000 têtes et la baisse des poids carcasses (-0,4%) a limité d'autant les tonnages abattus (-1,2%).

L'inversion de la tendance démographique du cheptel allaitant en 2017 avait provoqué un afflux de vaches qui s'est poursuivi en 2018 en raison de nombreuses entrées de génisses dans le troupeau. En 2019, la baisse d'abattages a finalement été minime au regard de la baisse du cheptel en début d'année. Les réformes ont été nombreuses à partir de l'été du fait de la sécheresse estivale, provoquant même un léger encombrement du marché et un allongement des délais de sortie à l'automne.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

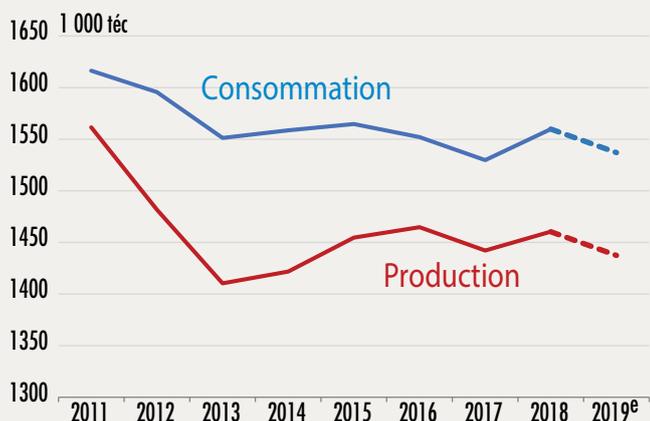
Les réformes laitières se sont réduites de 3% en 2019, après un pic d'abattage en 2018 lié notamment à la longue sécheresse printanière et estivale. 2018 constituait un niveau record, équivalent à celui de 2015.

Les réformes laitières ont été particulièrement peu nombreuses en février et mars. Le pic d'octobre a été presque aussi élevé qu'en 2018 et le marché s'en est trouvé légèrement encombré durant la fin de l'automne.

Les poids de carcasse ont été stables en moyenne sur l'année 2019.

CONSOMMATION 2019

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation = abattage + import - export. Cette méthode ne permet pas de distinguer la viande de veau de la viande de gros bovins.

Après une année de hausse, la consommation française de viande bovine calculée par bilan reculerait de près de 1,5% en 2019.

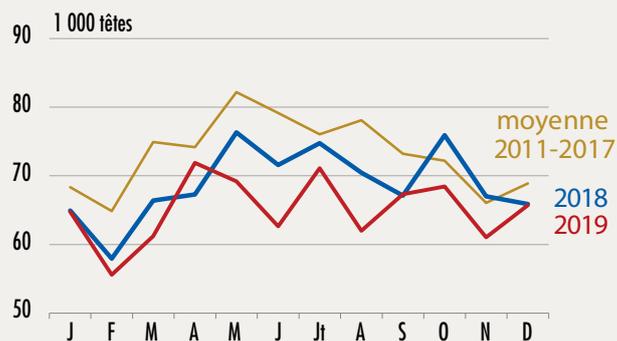
Après le sursaut de 2018, le disponible consommable en France s'effrite légèrement en 2019. Il reste cependant supérieur au creux de 2017 (+0,5%).

Les abattages de femelles allaitantes et laitières sont globalement en baisse par rapport au niveau élevé de 2018, déjà marqué par une sécheresse estivale de grande ampleur. Les moindres abattages de JB ont entraîné dans le même temps une baisse des exportations de viande.

Les importations supplémentaires limitent cependant la baisse des disponibilités en fournissant notamment les secteurs de la transformation (viande incorporée dans les plats préparés) et surtout de la restauration hors domicile, dont la demande reste dynamique.



ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

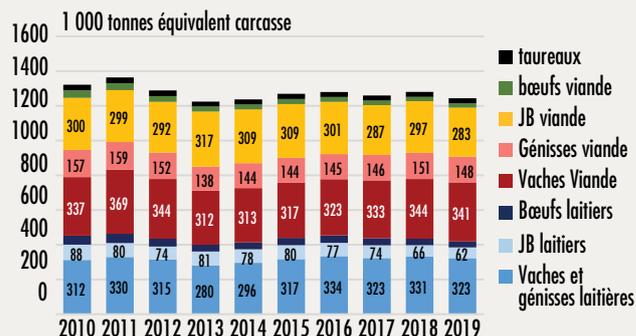


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons ont reculé de 5% à 823 000 têtes sur l'année. Le déclin se poursuit en JB laitiers. Quant à la production de JB de type viande, elle a été affectée par la chute des naissances de l'automne 2017.

Avec une baisse de 4,8% d'abattages de JB viande et de 7,6% pour les JB laitiers, les effectifs totaux de taurillons abattus ont baissé de 5,3% et les tonnages de 4,9%. Le poids moyen des JB laitiers a augmenté de 0,9% à 369 kg. Celui des JB de type viande est resté quasiment stable à un haut niveau (434 kg).

ABATTAGES ANNUELS GROS BOVINS FINIS

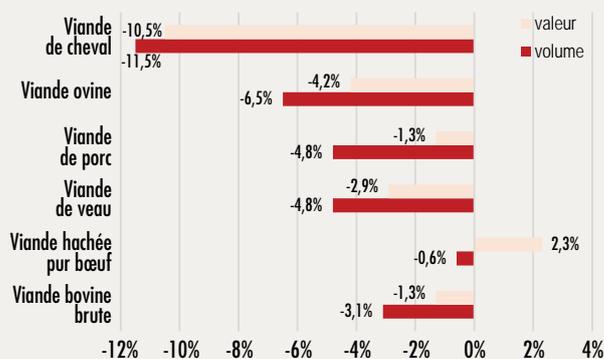


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après

Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,247 million de téc en 2019 (-3,1% /2018), soit une baisse de 40 000 téc.

Les tonnages de vaches allaitantes ont reculé de 3 000 téc, tout comme ceux de génisses et de vaches laitières. Les abattages de JB de type viande ont baissé de 14 000 téc, ceux de JB laitiers de 4 000 téc, tout comme ceux de bœufs.

ÉVOLUTION DES ACHATS DE VIANDES DE BOUCHERIE 2019/2018 (%)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Rappel définition :

Cette évaluation de la consommation des ménages à domicile consiste à interroger un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Cette méthode distingue le bœuf du veau.

Les achats de viande bovine par les ménages ont enregistré une baisse limitée en volume en 2019 (-1,5%), bien plus contenue que pour les autres viandes de boucherie. Les achats de veau et de porc (-4,8% tous les deux) ou d'agneau (-6,5%) connaissent des baisses plus marquées.

Sur l'année 2019, les achats de viande de gros bovins sont en baisse en volume (-1,5% /2018) mais pas en valeur (+0,3%). La viande bovine piécée résiste légèrement mieux que celle de porc en volume (-3,1% contre -4,8% /2018), bien qu'elle soit près de deux fois plus chère (14,72 €/kg contre 7,56 €/kg sur l'année).

Contrairement aux années précédentes, les achats de viande hachée réfrigérée pur bœuf s'érodent en volume (-0,6%), mais progressent nettement en valeur (+2,3%). C'est également le cas pour la viande hachée surgelée (-2,6% en volume et +0,9% en valeur).

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

3,56 €/kg de carcasse

C'est PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins en 2019, stable par rapport à 2018

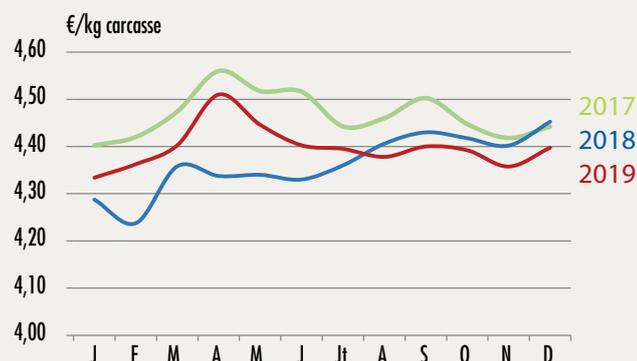
PRIX 2019

Après une année 2018 très morose, les prix à la production des gros bovins finis de type viande n'ont récupéré que quelques centimes en 2019 en moyenne annuelle. Ce n'est pas le cas des animaux moins bien conformés (O et P), très majoritairement laitiers, qui ont vu leurs cotations baisser à nouveau.

La pression des importations, particulièrement dynamiques sur les 5 premiers mois de l'année, notamment en provenance d'Irlande, explique en partie cette baisse de prix sur les animaux laitiers. En seconde partie d'année, la dégradation des prix des réformes partout en Europe a contribué à la baisse des prix en France.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES U

À 4,40 €/kg de carcasse en moyenne sur 2019, la cotation de la vache U a regagné 4 centimes par rapport à son niveau de 2018 (soit +1%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

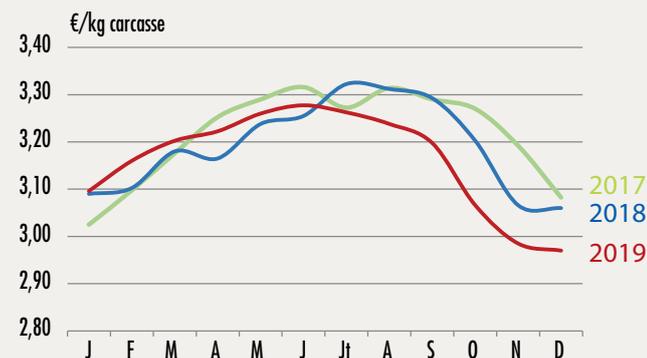
Le léger repli des abattages de vaches de type viande au 1^{er} semestre a permis de fluidifier le marché et de faire repartir les prix à la hausse comparé à un premier semestre 2018 particulièrement déprimé. Au 2nd semestre 2019, une offre plus abondante et des délais de sorties allongés ont pesé sur les prix.

Ainsi, la cotation de la vache U s'est située à un niveau intermédiaire entre les deux années précédentes au 1^{er} semestre (+2% /2018 et -2% /2017), mais est tombée sous les niveaux de 2017 et 2018 au second semestre.

La valorisation de la vache R a été légèrement meilleure (+2% /2018 en moyenne annuelle, à 3,79 €/kg de carcasse, dont +3% au 1^{er} semestre et = /2018 au 2nd semestre).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O s'est encore effritée de 3 centimes en 2019, tombant à 3,16 €/kg de carcasse (-1% /2018).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Malgré des réformes ralenties après une année 2018 marquée par la sécheresse, les cours français n'ont pas résisté à la déprime qui a affecté tout le marché européen des vaches de réforme laitière au 2nd semestre.

La cotation de la vache O, en hausse de 1% /2018 au 1^{er} semestre, à 3,20 €/kg de carcasse, est tombée à 3,12 €/kg au 2nd semestre (-3% /2018).

La cotation de la vache P a subi une pression encore plus forte. Elle s'est établie à 2,77 €/kg de carcasse en moyenne annuelle (-3% /2018), dont 2,83 €/kg au 1^{er} semestre (-1% /2018) et 2,72 €/kg au 2nd semestre (-6% /2018).

PRIX 2019

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2019/ 2018	2019/ 2009
JB	U	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	3,98	+1%	+16%
	R	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	3,80	+1%	+21%
	O	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	3,29	-2%	+21%
VACHES	U	3,36	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	4,40	+1%	+19%
	R	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	3,79	+2%	+22%
	O	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	3,16	-1%	+24%
	P	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	2,77	-3%	+21%
BŒUFS	R	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	3,67	=	+16%
GENISSES	R	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	3,93	+1%	+21%
PMP*		2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	3,56	=	+22%
Inflation**		84,9	86,5	88,1	89,51	92,34	92,44	94,04	96,2	98,33	99,31	99,91	100	100,18	101,2	103,1	104,2	+1%	+13%

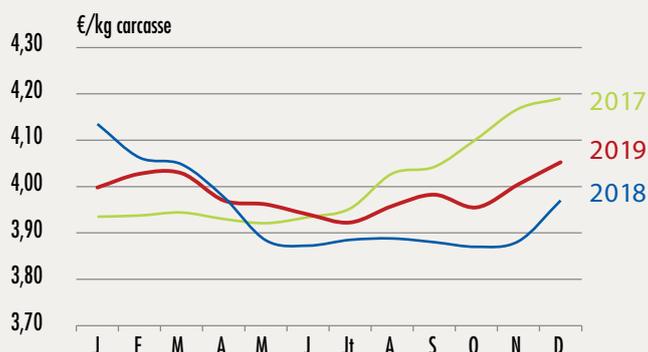
* Prix moyen pondéré des gros bovins

** Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

En moyenne sur l'année, la cotation du JB U a atteint 3,98 €/kg de carcasse (+1% /2018).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

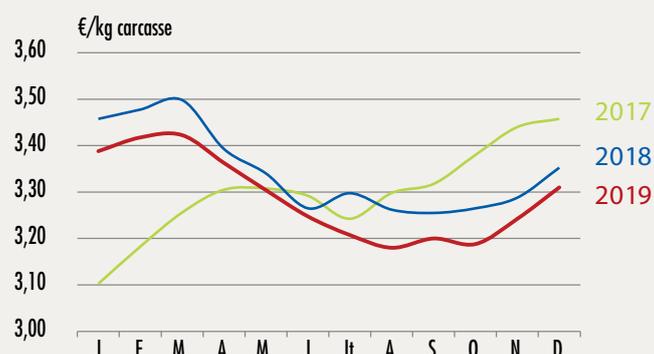
Les cours des JB bien conformés ont profité d'un marché italien bien orienté, ainsi que d'une offre réduite en France.

La cotation du JB U se situe toutefois sous le niveau atteint en 2017 (4,01 €/kg de carcasse en moyenne annuelle), en raison d'une remontée saisonnière des cours moins forte qu'en 2017 au 2nd semestre.

Cette remontée saisonnière avait été très tardive et limitée en 2018. Le marché s'était en effet engorgé à partir de l'été. Les abattoirs, déjà saturés par les vaches laitières, ne pouvaient plus absorber les JB. Les kilos supplémentaires provoqués par les retards d'abattage avaient alors participé à alourdir le marché.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O est tombée à 3,29 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2019 (-2% /2018).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

L'offre toujours plus réduite en taurillons de type lait n'a pas suffi à maintenir les cours, qui ont été toute l'année 2019 sous leur niveau de l'année précédente.

Comme pour les vaches laitières, le 2nd semestre a été particulièrement mauvais. La valorisation d'une carcasse de JB laitier étant proche de celle de la vache laitière, les cours de ces animaux subissent les aléas des cours des vaches tout en étant également influencés par les évolutions des prix des JB de race à viande.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2019

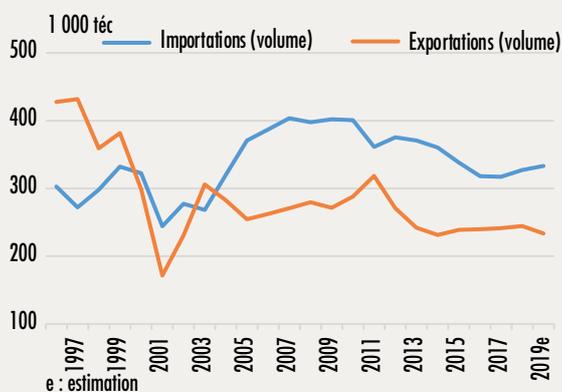
+2%

C'est la hausse estimée des importations françaises de viandes bovines réfrigérées et congelées en 2019.

L'année 2019 a été marquée par une dégradation de la balance du commerce extérieur.

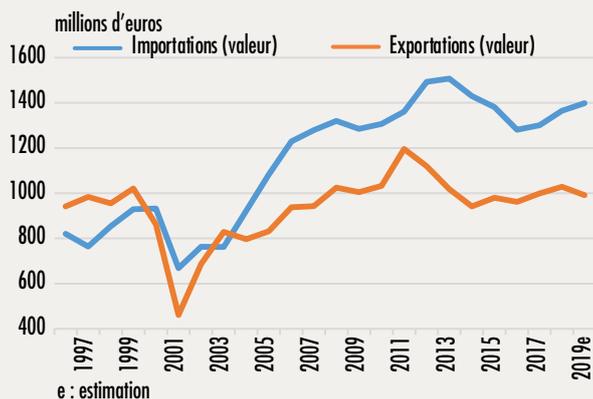
Les importations françaises (+2% /2018) ont progressé pour la 2^{ème} année consécutive malgré la forte érosion de l'origine « Pologne » liée aux scandales de fraudes. Dans le même temps, les expéditions (-5% /2018) ont reculé pour la 1^{ère} fois depuis 4 ans, du fait d'une offre nationale restreinte en mâles et d'une concurrence accrue des viandes espagnoles, irlandaises et polonaises sur un marché communautaire atone.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

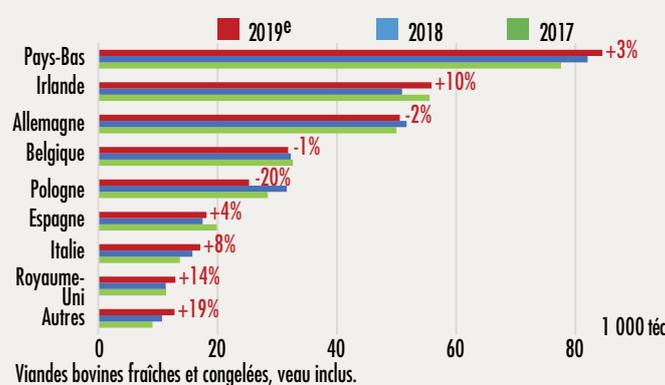
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines sont estimées à nouveau en hausse en 2019. Le repli de la production française a accru les besoins à l'import et bon nombre de partenaires ont profité de cette demande supplémentaire, notamment l'Irlande qui réoriente ses flux en prévision du Brexit commercial. Les importations ont représenté 22% de la consommation française en 2019.



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Des importations en hausse dans un marché européen perturbé

Les importations françaises de viande bovine auraient à nouveau progressé de près de 2% en 2019 à 333 000 tés dont 309 000 tés de viande bovine réfrigérée et congelée. Contrairement à 2018, l'offre communautaire a été modeste en 2019. Le marché a été notamment perturbé par une réorientation des flux de viande bovine irlandaise vers le continent aux dépens du Royaume-Uni en prévision du *Brexit*. Dans le même temps, la consommation de viande bovine a stagné ou diminué dans de nombreux Etats membres. Les disponibilités en femelles ont donc été suffisantes pour fournir le marché français.

Ainsi, sur l'ensemble de l'année, une large partie des fournisseurs de la France a profité de la progression de la demande française, mais aussi de la mise au ban de l'origine Pologne. Les Pays-Bas (+3%), l'Espagne (+4%) ou l'Italie (+8%) voient ainsi leurs exportations de viande bovine réfrigérée et congelée progresser vers la France. Mais ce sont l'Irlande (+10%) et le Royaume-Uni (+14%) qui enregistrent les progressions relatives les plus marquées. L'Irlande est redevenue le 2^{ème} fournisseur de la France. A noter que les viandes de pays tiers ne représentent que 1,8% de la viande importée directement par la France.

La viande polonaise reste à quai

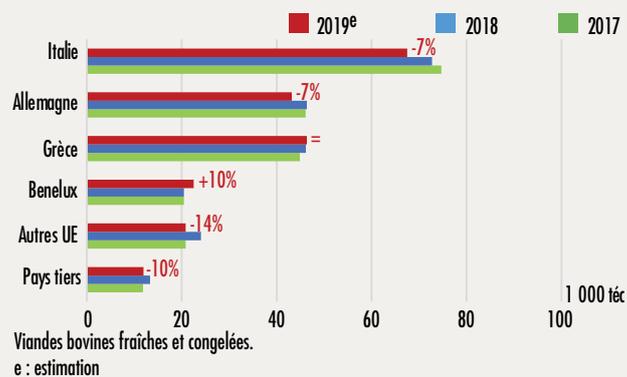
Après deux scandales au 1^{er} semestre 2019 impliquant des industriels polonais, les importateurs français ont très nettement limité leurs importations de viande bovine polonaise réfrigérée et congelée (-20% /2018 à 25 000 tés) dont l'image reste aujourd'hui très dégradée en France. La Pologne est ainsi repassée au 5^{ème} rang des fournisseurs, derrière la Belgique qui n'a pas profité des achats supplémentaires de la France (-1% à 31 800 tés).

Parmi les autres fournisseurs, l'Allemagne a globalement été moins active dans les échanges de viande bovine. Ses exportations vers la France ont diminué (-2% /2018 à 50 500 tés).



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Avec une production de jeunes bovins en retrait, les envois ont reculé en 2019 pour la première fois depuis 4 ans. Sur les trois principales destinations historiques, seuls les flux vers la Grèce résistent. Les exportations n'ont ainsi plus représenté que 16% de la production.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations propres

Exportations en baisse

La forte baisse de la production française de jeunes bovins (-5% /2018) a naturellement conduit à un repli des exportations de viande bovine. Les exportations de viande ont ainsi peiné à dépasser un total de 212 000 téc en 2019.

Sur les trois destinations historiques pour la viande bovine française (Italie, Grèce, Allemagne), seuls les envois de viande bovine réfrigérée et congelée vers la Grèce résistent, à 46 500 téc (= /2018 d'après les douanes françaises). Les exportations reculent de façon marquée (-7%) vers l'Italie et l'Allemagne qui n'ont importé respectivement que 67 500 téc et 43 000 téc.

Les envois vers la Belgique ont progressé de 20% à plus de 22 000 téc, une hausse en partie due au rachat par un groupe belge de l'abattoir de Sarreguemines.

Des envois français toujours plus restreints vers l'Italie et l'Allemagne

L'Italie reste toutefois le premier client de la France, mais concentre désormais moins d'un tiers des viandes françaises réfrigérées et congelées expédiées en 2019 (32% contre 33% en 2018). Celles-ci perdent encore du terrain, soumises notamment à la concurrence d'une viande polonaise bon marché et au retour des viandes sud-américaines (Argentine, Brésil) depuis maintenant deux ans.

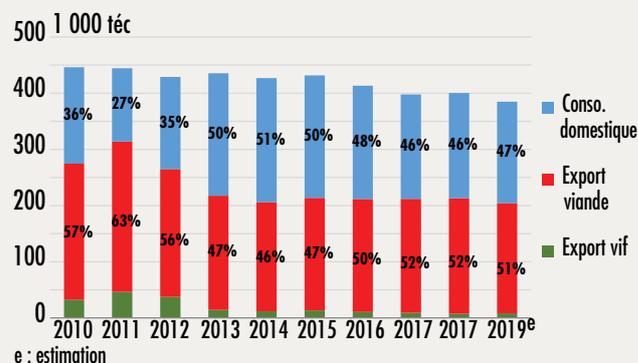
En Allemagne, les exportations françaises pâtissent d'une demande à l'import en baisse. L'Allemagne se retrouve désormais 3^{ème} client derrière la Grèce.

La proportion des envois vers la Grèce progresse

La part de la Grèce dans les exportations françaises progresse et atteint désormais 22% des envois. Côté UE, seuls les envois vers la Belgique et les Pays-Bas augmentent.

DESTINATION DE LA VIANDE DE TAUREAUX ET TAURILLONS

Depuis le début de la décennie, la proportion d'export en vif comme en viande a nettement diminué. Entre 2011 et 2019, la part de viande de mâle exportée est passée de 63% à 51% quand la part d'export en vif fini est passée de 10% à 2%. Cette dernière forme d'exportation est devenue anecdotique.



Source : Estimation GEB - Institut de l'Élevage propres

L'export reste majoritaire, la consommation domestique progresse relativement

Après un léger regain en 2018, la production française de mâles non castrés a connu à nouveau une baisse en 2019 (-5% /2018) affectant notamment les exportations.

En 2019, 53% des taureaux et des taurillons produits (viande et vif) en France ont été destinés à l'export. Depuis le début de la décennie, la part de viande de mâles non castrés consommée en France a sensiblement progressé pour atteindre 47% de la production en 2019 contre seulement 27% en 2011. La viande de JB, notamment de type laitier, se substitue au manque de vaches laitières pour fournir l'entrée de gamme, voire le fonds de rayon de la GMS, ainsi que le secteur de la transformation.

Les exportations de mâles finis rebondissent en 2019... mais restent anecdotiques

Depuis plusieurs années, la concurrence d'autres exportateurs que sont l'Espagne, les pays de l'Est ou encore la Colombie, l'Uruguay et le Brésil, ainsi que la baisse drastique des achats de l'Algérie depuis 2018 ont pesé sur les exportations françaises de jeunes bovins finis. Cependant, celles-ci se sont légèrement redressées en 2019 avec 31 500 têtes expédiées (+7% /2018). Les envois ont progressé au sein de l'UE (+3% /2018) comme vers les pays-tiers (+73%).

Avec un peu plus de 19 000 têtes, l'Italie reste de loin la destination majoritaire du JB finis français et concentre plus de 60% des exportations hexagonales.

Néanmoins, ce type de valorisation des bovins mâles non castrés est désormais anecdotique en France. Ainsi, nous estimons que la part d'export en vif dans la production de taureaux et de taurillons est passée de 10% à 2% entre 2011 et 2019 en France.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Brexit, scandales polonais, baisse de l'export vif, chute des cours

La production abattue dans l'UE en 2019 a été légèrement inférieure (-0,5%) au haut niveau de 2018, année marquée par la sécheresse. Mais le marché de la viande bovine a été particulièrement perturbé : la consommation a nettement baissé au Royaume-Uni, poussant les opérateurs britanniques et irlandais à exporter beaucoup plus vers le Continent à des prix très compétitifs. La forte chute des exportations vers la Turquie de JB finis en Espagne a remis des volumes supplémentaires sur le marché intra-UE. Les différends scandales en Pologne ont fait violemment chuter les prix de la viande polonaise qui a continué à être exportée à bas prix vers les Etats membres où ces scandales n'ont que peu été médiatisés (comme en Italie)...



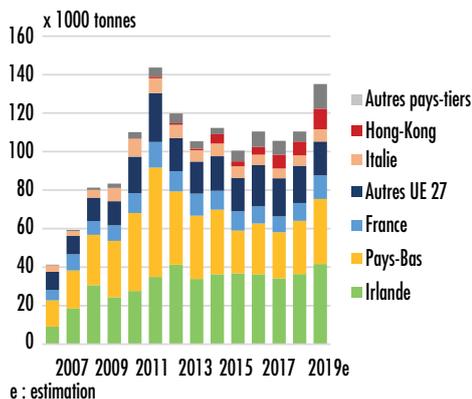
4 EUROPE ROYAUME-UNI : baisse des imports et hausse des exports



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 1,10 million de téc et 16,6 kgéc/hab.
- Part des importations (vif fini et viande) dans la consommation : 34%

EXPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, AHDB et estimations propres

La livre sterling toujours basse continue de stimuler les exportations tout en baissant le pouvoir d'achat à l'import. Les volumes disponibles pour la consommation britannique s'en sont trouvés très affectés en 2019. La perspective du Brexit, désormais politiquement confirmé, incite par ailleurs les opérateurs britanniques à développer leurs ventes vers les pays tiers.

Production et poids carcasse en hausse

La production de viande bovine est repartie à la hausse en 2019 avec 914 000 téc produites (+2% /2018). En 2019, les effectifs de bovins abattus sont restés stables. Les abattages de génisses ont encore progressé (+3% /2018 en têtes) soulevant à nouveau des craintes de la part des opérateurs quant à la capacité de renouvellement et le devenir du cheptel reproducteur. Les poids ont à nouveau progressé (+2 kg éc /2018 à 343 kg en moyenne). L'utilisation supplémentaire de concentrés au cours de l'hiver 2018/2019 et les conditions météorologiques propices à une bonne pousse de l'herbe au cours du printemps et de l'été en sont les causes principales.

La hausse de production a fait pression sur les prix. En moyenne sur 2019, la cotation du bœuf R atteint 3,87 €/kg éc (-7% /2017 et 2018) et celle de la vache R 3,05 € (-7% /2017 et 2018).

Entre hausse des exportations et renationalisation d'un marché domestique à la peine

Avec un taux de change stable et toujours bas en 2019 (-0,7% /2018 en moyenne annuelle), les exportations de viande bovine depuis le Royaume-Uni auraient nettement progressé (+23% /2018 à 135 000 tonnes) s'approchant du pic de 2011. En attendant l'application commerciale du Brexit, les opérateurs britanniques ont diversifié leur clientèle.

Dans le même temps, les importations auraient nettement reflué qu'elles soient originaires de l'UE (-13% /2018) ou des pays tiers (-52%). Elles auraient atteint au total 247 000 tonnes en 2019 (-15% /2018). Tous les fournisseurs ont été concernés, notamment l'Irlande (-5%). La demande britannique s'est renationalisée mais aussi réduite. Calculée par bilan, la consommation aurait en effet largement régressé (-7% /2018), dans tous les circuits de distribution.

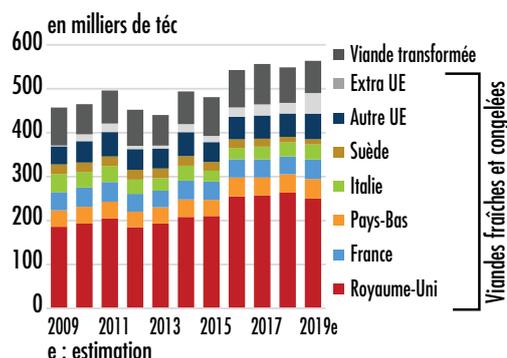


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE : diversification des débouchés

DONNÉES REPÈRES

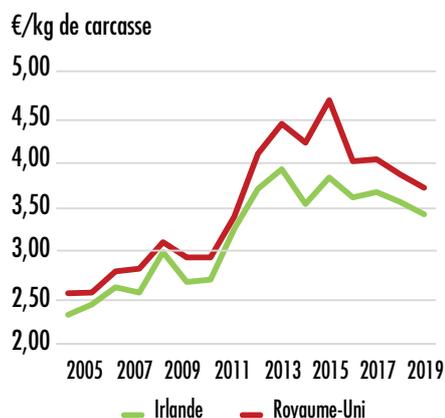
- Consommation : 99 000 téc et 20 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 91%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après *Bord Bia* et Commission Européenne

Après une année 2018 où les réformes ont été nombreuses, la production irlandaise s'est repliée en 2019, les blocages d'abattoirs en août et septembre ayant amplifié la baisse. Face à des prix en berne, les éleveurs ont multiplié les actions à partir du milieu de l'année.

Les prix flanchent et poussent les éleveurs à manifester

En moyenne sur 2019, l'ensemble des prix de toutes les catégories est fortement orienté à la baisse. Le cours de la vache O a chuté de 37 centimes à 2,76 €/kg (-12% /2018) alors qu'au second semestre 2018 les prix étaient déjà bas liés à des réformes massives. La cotation annuelle des JB R3, destinés aux marchés de l'Europe continentale, a perdu 40 centimes à 3,40 €/kg (-10% /2018). Le bœuf R3 irlandais, destiné au marché britannique, a mieux résisté mais a perdu quand même 13 centimes à 3,59 €/kg (-3% /2018). Il reste inférieur au bœuf britannique qui reste mieux valorisé dans les supermarchés au Royaume-Uni. Face à de telles baisses des prix, les éleveurs ont multiplié les actions soulignant leur mécontentement avec notamment le blocage des abattoirs et des plateformes de distribution.

Baisse des abattages amplifiée par les actions des éleveurs

Après une forte hausse en 2017 et 2018, la production de viande bovine a reculé de 1% à 615 000 téc en 2018. En anticipation du Brexit, la filière irlandaise diversifie sa clientèle et réoriente sa production à destination de l'Europe continentale en augmentant sa production de jeune bovin au détriment du bœuf. En effet, les abattages de mâles castrés ont baissé à 225 000 téc (-4% /2018) quand ceux de taurillons ont progressé à 94 000 téc (+5%). Côté femelles, les abattages de génisses ont à nouveau augmenté (+5% à 184 000 téc), en lien avec la réduction du cheptel allaitant qui libère plus de génisses pour la boucherie, quand ceux de vaches ont chuté après des niveaux records en 2018 (-11% à 108 000 téc). Au 2nd semestre, après la fin des blocages des abattoirs, les industriels irlandais ont abattu en priorité les bovins les plus jeunes, ce qui a amplifié la baisse des abattages des animaux les plus âgés et notamment des vaches.

D'après l'enquête annuelle, le cheptel allaitant a encore reculé pour la 4^{ème} année consécutive en 2019. Entre 2016 à 2019, le troupeau allaitant irlandais a perdu près de 84 000 vaches. La production irlandaise est de plus en plus dépendante du secteur laitier.

Avant le Brexit, l'Irlande se tourne vers le marché communautaire

Les exportations irlandaises de viande bovine ont globalement progressé (+2% à 562 000 téc) malgré le creux de septembre lié au blocage des abattoirs. Pour la première fois depuis 2012, les envois de viande réfrigérée et congelée vers le Royaume-Uni auraient baissé (-5% à 250 000 téc). Les flux vers l'Europe continentale auraient à l'inverse progressé vers les Pays-Bas (+6%), l'Italie (+6%) ou encore la France (+10%). Ils auraient doublé également vers les pays tiers (x2 à 47 000 téc), principalement vers la Chine et Hong-Kong devenus en valeur le plus gros marché pour le bœuf irlandais au sein des pays tiers d'après *Bord Bia*.

91% de la production irlandaise est exportée

L'exportation assure un débouché pour 91% des volumes de viande bovine irlandaise produits, et le Royaume-Uni compte pour près de 50% des volumes exportés. Le Brexit est donc un enjeu de taille pour la filière irlandaise, qui multiplie les communications en Europe et en Asie. L'ouverture accrue du marché chinois constitue notamment un réel espoir pour les opérateurs.

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019 e	2019/2018
Abattages	564	588	617	623	615	-1%
Importations	33	37	41	43	46	+7%
Exportations	481	543	556	549	562	+2%
Consommation*	116	82	101	117	99	-15%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et *Bord Bia* et estimations propres

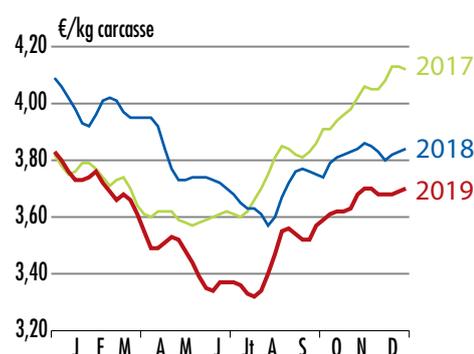


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE : les prix sous pression

DONNÉES REPÈRES

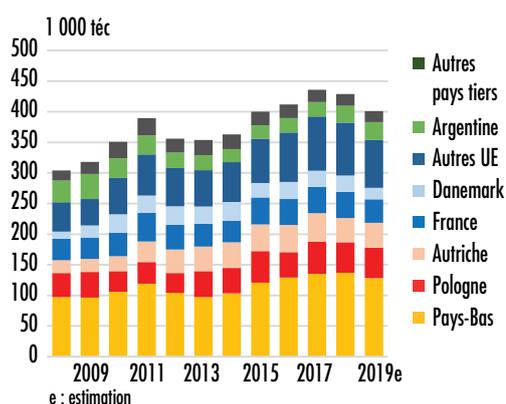
- Consommation : 1,225 million de téc et 14,7 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 36 %
- Part des exportations dans la production : 28 %

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019 e	2019/2018
Abattages	1 128	1 124	1 148	1 124	1 102	1 119	+1,5%
Importations viande	387	425	440	466	461	430	-6,7%
Exportations viande	426	404	397	376	365	356	-2,3%
Consommation	1 089	1 145	1 191	1 213	1 198	1 192	-0,5%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations propres

La production allemande a progressé sous l'effet de la hausse de poids des animaux. Pour la deuxième année consécutive, les importations de viande bovine ont reculé et cette fois-ci de façon très marquée. La consommation allemande se rétracte légèrement.

La consommation allemande fléchit

Après plusieurs années de hausse, la consommation allemande calculée par bilan aurait de nouveau fléchi en 2019 après la baisse amorcée en 2018. Le disponible consommable se serait rétracté de -0,5% en 2019 d'après nos estimations. La demande a subi le ralentissement de l'économie nationale liée notamment à la faiblesse conjoncturelle de l'industrie allemande. La stagnation de l'économie pourrait se prolonger en 2020 et continuer à faire pression sur la consommation.

Moins de vaches et plus de jeunes bovins abattus

En 2019, la production allemande a légèrement augmenté à 1,119 million de téc (+1,5%/2018). A nouveau, les abattages ont évolué différemment selon les catégories. Après les niveaux de réforme exceptionnels de 2018, le nombre de vaches abattues est en retrait (-3% en têtes/2018). Cependant, le poids moyen des vaches a progressé (+5 kg/2018 à 309 kg de carcasse) limitant ainsi la baisse des abattages en volume en 2019 (-1% à 371 000 téc).

Les abattages d'animaux plus jeunes, mâles comme femelles, ont progressé respectivement de +6% et de +1% en têtes. Avec un alourdissement des carcasses, les hausses sont plus marquées en tonnage : +7%/2018 pour les génisses à 176 000 téc et +2% pour les JB à 512 000 téc.

La production allemande devrait connaître une baisse en 2020. L'enquête cheptel de novembre 2019 montre en effet une baisse des effectifs pour toutes les catégories dont les mâles de 1 à 2 ans (-3,3% à 891 000 têtes) et les vaches laitières (-2,2% à 4,011 millions de têtes).

Prix en berne

Face à un marché communautaire déprimé et une consommation domestique atone, les cours ont été sous pression tout au long de 2019. En moyenne annuelle, toutes les catégories sont concernées par la baisse. La vache O perd 13 centimes par rapport au déjà bas niveau de 2018 (-4%/2018 à 2,80 €/kg éc). Le constat est le même pour le JB R (-25 centimes ou -7%/2018 à 3,57 €/kg éc) ou la génisse R (-14 centimes ou -4%/2018 à 3,55 €/kg éc).

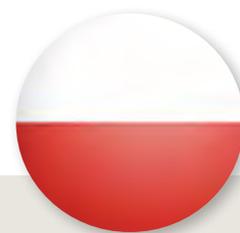
Poursuite de la renationalisation d'un marché allemand qui s'érode

Les importations et exportations allemandes de viande bovine auraient poursuivi leur baisse en 2019. Les importations totales atteindraient 430 000 téc (-7%/2018) selon nos estimations, soit 30 000 téc de moins qu'en 2018. Côté UE, seuls les achats de viande bovine réfrigérée et congelée à la Pologne (= /2018 à 50 000 téc) et à l'Autriche (+2% à 41 000 téc) résistent. Ils progressent depuis l'Argentine (+6% à 29 500 téc) pour la 2^{ème} année consécutive.

Les exportations continuent de refluer. En 2019, elles auraient ainsi diminué de plus de 2% confirmant le phénomène de renationalisation du marché allemand observé depuis 2018.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

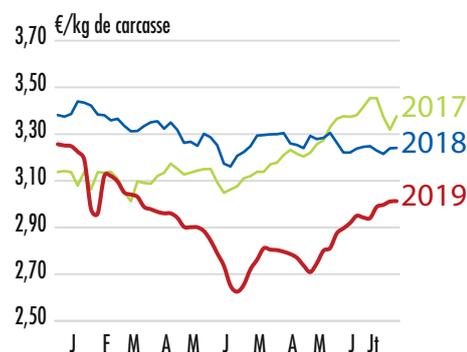
POLOGNE : les scandales affectent les prix et les volumes



DONNÉES REPÈRES

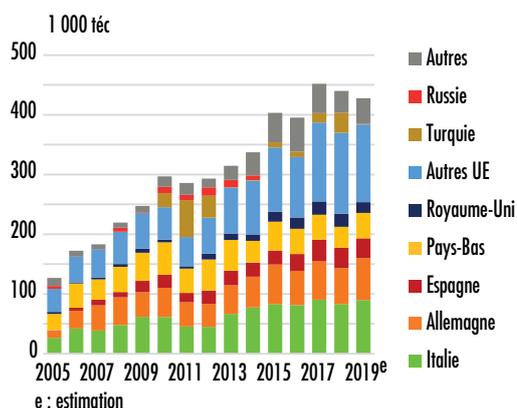
- Consommation : 110 000 téc et 2,9 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 85%

COTATION DU JB O3 EN POLOGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

Les scandales sanitaires qui ont éclaboussé la filière polonaise en 2019 ont fortement affecté les prix, tout en conduisant à une réduction des volumes abattus et exportés.

Les scandales plombent les prix

Fin janvier 2019, un premier scandale éclate avec une répercussion médiatique immédiate dans certains États membres dont la France, le Royaume-Uni et la République tchèque : un journaliste d'investigation qui s'est fait embaucher dans un abattoir polonais révèle que celui-ci abat des bovins malades dont la viande est mise sur le marché et exportée. De nombreux importateurs européens bannissent alors l'origine Pologne et les prix de toutes les catégories de bovins s'effondrent une première fois avant de se relever difficilement. Début juin un second scandale touche la filière polonaise : 780 tonnes de faux « steaks hachés » polonais contenant divers produits dont du gras ou de la peau ont été livrées en France à des associations caritatives. Les prix touchent le fond en juillet et peinent à se relever par la suite.

En moyenne annuelle, la cotation polonaise du JB O tombe à 2,92 €/kg de carcasse en 2019 (-11% /2018), soit près de 40 centimes sous la cotation européenne (contre 22 centimes l'année précédente). Celle de la vache O tombe à 2,56 €/kg (-11% /2018), soit un écart de -27 centimes sous la cotation européenne, contre 5 centimes en 2018.

Coup de frein sur les abattages

La chute de la demande européenne a conduit les opérateurs à ralentir fortement les abattages de bovins en février (-18% /2018) et mars (-9%), ainsi que pendant l'été (-6% de juin à août). Sur l'ensemble de l'année, la production abattue affiche une baisse de 1% à 562 000 téc.

-2% pour les exportations

Conséquence de la forte baisse de la demande dans certains pays, les exportations polonaises de viande bovine ont reculé de 2% à 465 000 téc selon nos estimations, dont 290 000 téc de viande réfrigérée (-12%) et 131 000 téc de viande congelée (+19% en raison de la constitution de stocks en début d'année). Les expéditions de viande réfrigérée ou congelée ont baissé de 20% à 25 000 téc vers la France, de 18% à 18 000 téc vers le Royaume-Uni et de 3% à 34 000 téc vers l'Espagne. Les expéditions vers la Turquie, qui a considérablement réduit ses importations de viande bovine toutes origines confondues, ont été réduites à 1 000 téc contre encore 34 000 téc en 2018. A l'inverse, les ventes ont progressé de 8% à 90 000 téc vers l'Italie, où les médias n'ont pas relayé les scandales, et de 17% à 71 000 téc vers l'Allemagne.

La consommation progresse mais reste faible

La consommation nationale de viande bovine a de nouveau progressé en 2019, sous l'effet du développement de la restauration hors domicile, dont le chiffre d'affaires aurait progressé de 30% entre 2015 et 2019. La forte hausse du prix du porc, alors que le prix de la viande bovine polonaise était en forte baisse, a sans doute participé également à doper la consommation nationale de bœuf. Celle-ci reste cependant à un très bas niveau par rapport aux autres pays de l'UE (3,3 kgéc/hab. en 2019).

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019 e	2019/2018
Abattages	413	471	501	559	565	562	-1%
Importations viande	17	25	30	27	26	27	+3%
Exportations viande	371	431	429	484	475	465	-2%
Consommation*	59	65	103	102	116	124	+7%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution..

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations propres

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

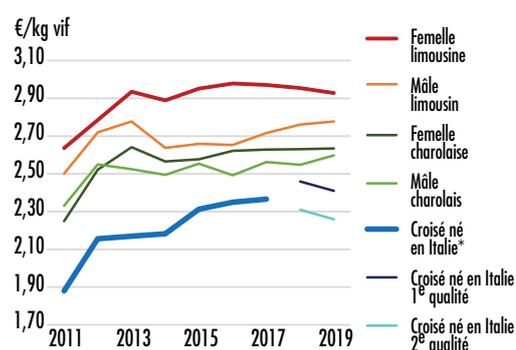
ITALIE : la consommation se maintient



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 1,04 million de téc et 17,3 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 42%

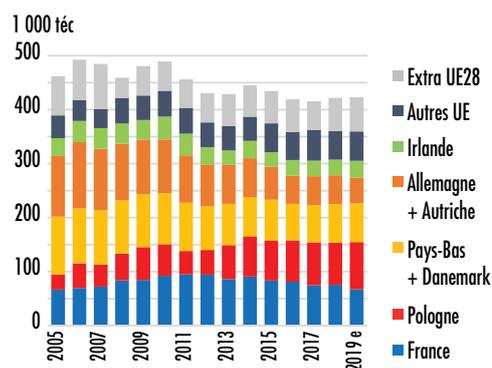
COTATIONS ANNUELLES DES JB FINIS EN ITALIE



* Cotation arrêtée fin 2017 et remplacée par 2 séries :
 - croisé né en Italie 1^{re} qualité
 - croisé né en Italie 2^{de} qualité

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018	2019 e	2019/2018
Abattages	754	756	765	775	763	-1,5%
Importations viande	447	434	426	434	435	=
Exportations viande	168	172	171	163	155	-5,0%
Consommation	1 034	1 018	1 020	1 046	1 044	-0,2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes et estimations propres

Alors que le marché des femelles a été légèrement encombré en fin d'année, mettant les cours des scottone sous pression, les mâles de races françaises ont été beaucoup moins nombreux à sortir, ce qui a dopé leurs prix. La viande polonaise poursuit sa percée au détriment des autres origines et notamment de la viande française.

Production abattue en légère baisse

La production italienne de viande bovine aurait diminué de 1,5% d'après nos estimations. Les abattages de jeunes bovins mâles étaient en repli de 5% en fêtes alors que l'engraissement de jeunes femelles a poursuivi sa progression (+2% /2018). Les réformes de vaches ont atteint un niveau intermédiaire entre le haut niveau de 2018 (-5%) et 2017 (+3%).

Des prix élevés pour les mâles mais en léger recul pour les femelles

La baisse des sorties de JB mâles a tiré les prix des mâles finis, en particulier au 2nd semestre. La cotation annuelle du Charolais de 700-750 kg a atteint 2,60 €/kg vif en 2019 (+2% /2018) et celle du JB limousin de 600-6500 kg 2,78 €/kg (+1%). A l'inverse, l'offre en génisses semble avoir dépassé la demande en fin d'année et leurs cours usuellement stables ont fléchi : la cotation annuelle de la génisse limousine est tombée à 2,93 €/kg (-1% /2019). Les mâles croisés nés en Italie, également plus nombreux, ont vu leur cotation baisser de 2%.

La Pologne conforte sa place de 1^{er} fournisseur

Les importations italiennes de viande bovine se sont maintenues en 2019. La Pologne a encore gagné des parts de marché, totalisant 21% des imports de viande fraîche et congelée à 87 000 téc (+12% /2018). Cette percée de la viande polonaise s'explique notamment par son utilisation par le secteur de la RHD, dont les besoins augmentent, contrairement aux achats en GMS qui ont plutôt tendance à s'éroder. Par ailleurs, les scandales qui ont éclaboussé la filière polonaise en 2019 n'ont pas été médiatisés en Italie. L'Irlande, qui se prépare au *Brexit*, a également accru ses ventes vers le marché italien (+7% à 1 000 téc). La France a de nouveau perdu en parts de marché, avec seulement 67 000 téc expédiées.

La consommation se maintient

Après sa progression de 2018, la consommation se serait maintenue en 2019, à 1 044 000 téc. D'après le panel Nielsen, les achats de viande bovine par les ménages sur 11 mois auraient diminué de 2% /2018 en volume et de 1% en valeur. Les achats de viande de « bovin adulte » (toutes viandes bovines sauf veau et génisse) auraient baissé de 4% en volume et de 3% en valeur, alors que ceux de viande de génisse bondissaient de 16% en volume et 21% en valeur. La consommation hors domicile continue de se développer, valorisant de plus en plus de viande bovine, notamment sous forme de *burgers*.

Recul des exports

La baisse des abattages de vaches de réforme et la meilleure valorisation de ces viandes sous forme hachée sur le marché national conduisent à une réduction des exportations (-5% /2018 à 155 000 téc). Les envois ont augmenté uniquement vers la France.

3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

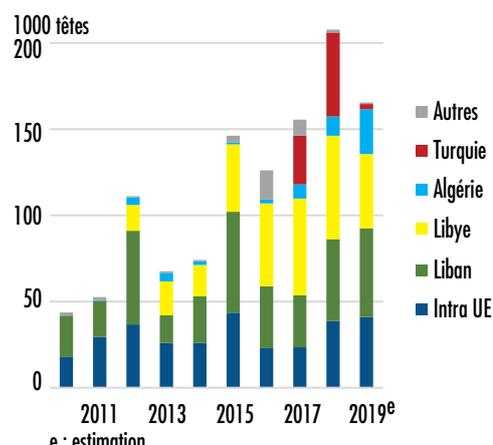
ESPAGNE : nouvelle hausse contrainte des abattages



DONNÉES REPÈRES

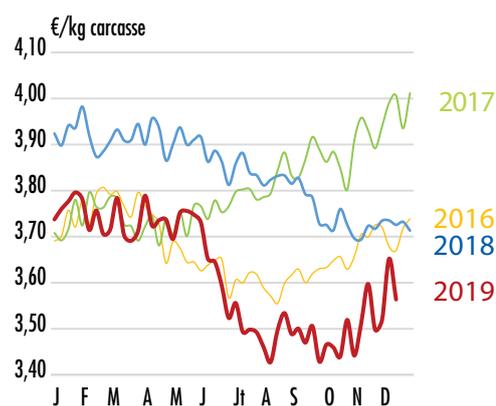
- Consommation : 14 kgéc/hab en 2019
- Part des exportations dans la production abattue : 32%
- Part des exportations dans la production totale : 25%

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE BOVINS FINIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION DU JBR3 EN ESPAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018	2019e	2019/2018
Abattages	579	626	637	644	669	696	+4%
Importations viande	137	136	151	150	152	161	+6%
Exportations viande	148	179	187	192	179	206	+15%
Consommation*	568	583	601	602	642	651	+1%

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. L'encombrement du marché en 2018 et 2019 a sans doute provoqué une hausse des stocks et un rebond de la consommation apparente.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations propres

La production espagnole a de nouveau progressé en 2019.

Les abattages ont bondi de 4% en partie du fait des difficultés de l'export de vif. Le dynamisme s'est mué en un excès d'offre qui a fortement pesé sur les cours et boosté l'export.

Marché encombré par l'essoufflement de l'export vif

Depuis 2015 l'engraissement espagnol appuie son développement sur l'export de bovins finis. Les exportations ont été pratiquement multipliées par 3 entre 2014 (74 000 têtes) et 2018 (207 000 têtes). Elles se concentrent avant tout sur la Libye et le Liban, mais se sont également développées sur la Turquie, l'Algérie et l'Égypte.

En 2019, l'export vif au départ de l'Espagne a chuté de 20% /2018 à 166 000 têtes. D'une part la situation politique chaotique en Libye a limité la demande (43 000 têtes en 2019, -28%). D'autre part la crise monétaire qui a frappé la Turquie en 2018 a rendu les animaux finis espagnols inabordable pour les importateurs locaux. Les achats turcs se sont ainsi effondrés passant de 49 000 têtes en 2018 à 3 000 en 2019. Le maintien des envois au Liban (52 000 têtes +8% /2018) et la progression du commerce avec l'Algérie (26 000 têtes, x2 /2019), n'ont pas suffi à enrayer la crise de débouché. De nombreux éleveurs ayant mis en place des animaux destinés à l'export en vif et au rémunérateur marché turc en particulier se sont retrouvés contraints de brader leurs animaux.

Un concurrent agressif sur le marché communautaire

L'évolution des cotations montre l'encombrement du marché : à 3,61 €/kg la cotation annuelle du JB R3 a reculé de 6% /2018 et de 5% /2017. Cette baisse des cours a accru la compétitivité prix de la viande espagnole et boosté les exportations qui ont atteint 206 000 téc soit +15% /2018 et +7% /2017. Près de 85% de la viande exportée par l'Espagne est destinée au marché communautaire. Le Portugal, 1^{er} débouché historique, a notamment reçu 79 000 téc en 2019 (+13% /2018) et l'Italie 25 000 téc (+28%). Sur les pays tiers, le principal client de l'Espagne est l'Algérie qui a reçu 18 000 téc en 2019 soit +35% /2018 et deux fois plus qu'en 2016. Quelques flux existent vers l'Asie, mais restent limités : 3 500 téc vers l'Indonésie (x2 /2018) et 1 000 téc vers Hong-Kong (-57 % /2018).

Un marché intérieur croissant mais concurrentiel

La consommation de viande bovine se rétablit après avoir fortement chuté entre 2007 et 2014. Ceci s'explique par le redressement global de l'économie et la forte hausse des entrées touristiques. En 2019 nous estimons la consommation espagnole à 651 000 téc soit +1% /2018 et +15% /2014. Ces volumes supplémentaires (+83 000 téc /2014) ont toutefois largement profité aux importations qui avoisineraient 206 000 téc en 2019 (+15% /2018 et +39% /2014), soit 58 000 téc de plus qu'en 2014. L'Espagne importe principalement des viandes polonaises (30 000 téc en 2019), néerlandaises (27 000 téc) et allemandes (22 000 téc), mais également brésiliennes (11 500 téc).

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Des envois en légère progression

En 2019, les exportations françaises de gros bovins maigres ont progressé (+1% /2018) malgré une offre limitée. La demande italienne dynamique a tiré les envois de femelles. L'encombrement du marché espagnol du JB a pesé sur la demande ibérique en broutards français, tandis que l'Algérie en a importé un nombre record. Les prix des broutards se sont bien tenus jusqu'à l'été, puis ils ont connu une baisse saisonnière précoce suite au ralentissement des achats.



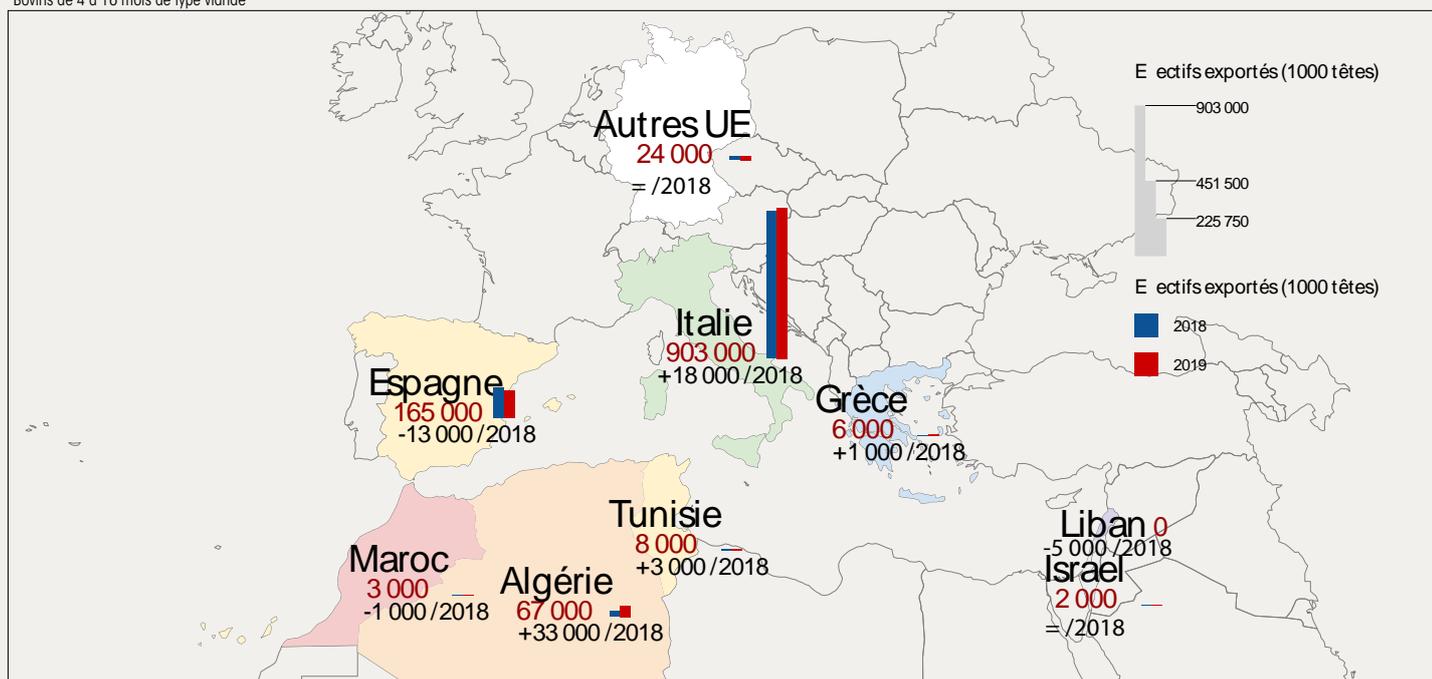
EXPORTATIONS 2019

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de broutards* par pays destinataire

Nombre de têtes en 2019 et variation 2019/18

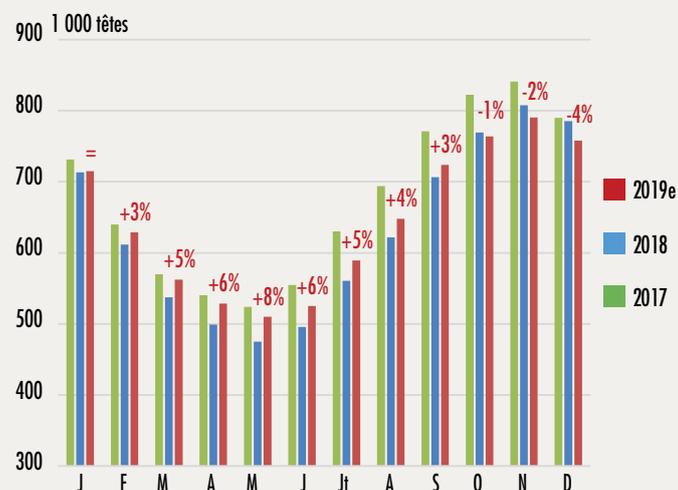
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations propres
Cartographie Cartes & Données - © Articque

EXPORTATIONS 2019

STOCKS DE MÂLES DE TYPE VIANDE DE 6-12 MOIS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN

BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAIS DE BROUTARDS*

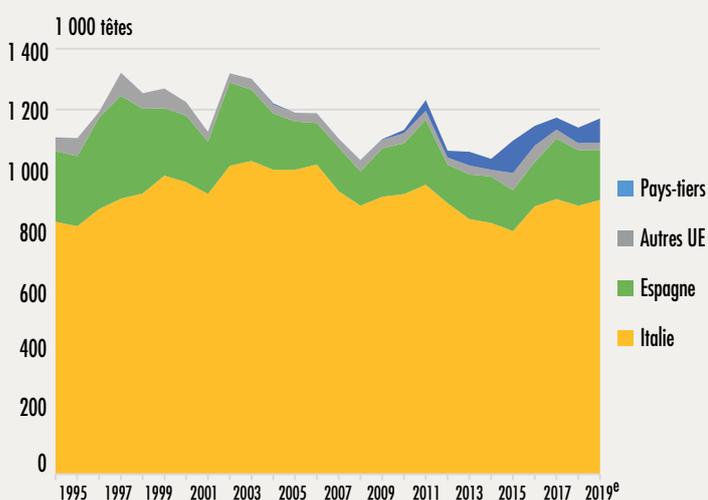
Têtes	2015	2016	2017	2018	2019e	2019/2018
Mâles	782 000	792 000	794 000	752 000	753 000	=
Femelles	326 000	363 000	390 000	386 000	397 000	+3%
TOTAL	1 108 000	1 156 000	1 183 000	1 138 000	1 150 000	+1%

e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDN

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUTARDS*



e : estimation

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande, mâles et femelles

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDN données BOVEX et estimations propres

+1% /2018

C'est notre estimation de l'évolution du nombre de broutards exportés en 2019.

Au 1^{er} semestre 2019, le stock de broutards français dépassait le niveau anormalement bas de 2018. Il était toutefois en deçà des disponibilités 2017 et 2016.

Avec 525 000 mâles de type viande de 6 à 12 mois présents dans les exploitations françaises au 1^{er} juin 2019, l'offre en broutards était en hausse de 6% par rapport à 2018. Mais 2018 était marquée par un fort déficit en animaux lié à la chute des naissances du 2nd semestre 2017. L'offre en broutards était alors en repli de 5,5% en juin 2018 par rapport à 2017, poursuivant sa baisse liée au repli du cheptel allaitant. Tout au long de l'année 2019, les naissances de veaux de mère allaitante ont reculé, portant le cumul de janvier à novembre à 3 194 000 têtes (-6% /2018). Au 1^{er} décembre 2019, les effectifs de mâles de type viande de 6-12 mois se situaient 4% sous leurs niveaux de 2017 et 2018.

Avec 1 150 000 broutards exportés en 2019, les envois ont progressé de 1% par rapport à 2018, sous l'effet d'une demande ferme et d'un léger rebond des disponibilités annuelles.

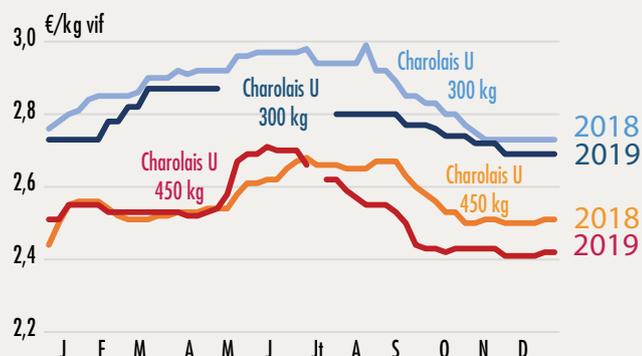
En 2018, le développement des exportations de broutards avait été freiné par le repli de l'offre française. En 2019, la légère hausse des disponibilités a permis de mieux répondre à la demande. 65% des animaux expédiés étaient des mâles, avec un total de 753 000 têtes, stable par rapport à 2018 mais en recul de 5% /2017. La progression de la proportion des femelles dans les envois s'est poursuivie en 2019, tirée par l'évolution du marché italien. Elle devrait se stabiliser en 2020. Les laitones représentaient 35% des exportations en 2019 contre 34% en 2018 et 29% en 2015. La décapitalisation du cheptel allaitant continue de libérer des génisses pour l'export.

Les exportations de broutards français ont été tirées par une demande italienne ferme, mais aussi par des ventes record vers Algérie. En revanche les achats espagnols ont chuté, limités par une conjoncture morose pour le JB.

En 2019, le marché italien du JB s'est mieux tenu qu'ailleurs en Europe. 903 000 broutards français y auraient été expédiés (+2% /2018). Pénalisés à la fois par le repli de la demande turque en JB finis et une demande européenne atone, le marché espagnol du taurillon n'a pas connu d'embellie en 2019, ce qui a limité le besoin en gros bovins maigres. Les achats ibériques de broutards français auraient chuté de 10% /2018. A l'inverse, les envois vers les pays tiers ont bondi de 60% à 80 000 têtes ; soit 7% des envois français de broutards. Le marché italien aura concentré 78% des envois de broutards français devant l'Espagne et le reste de l'UE.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU CHAROLAIS U



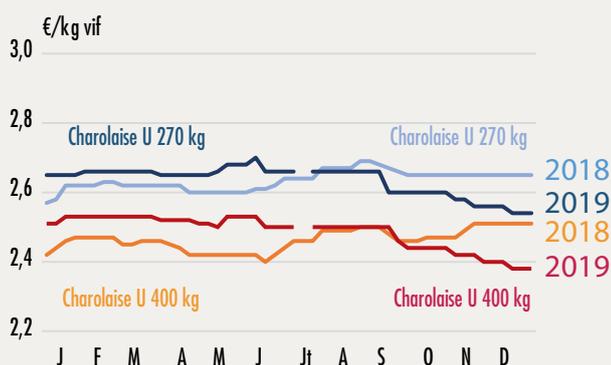
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cours des broutards étaient stables ou en léger recul par rapport à l'année 2018, marquée alors par un marché globalement tendu. Les prix plus élevés au 1^{er} semestre ont connu pour certains un repli précoce en été en lien avec l'épisode de canicule et un ralentissement de la demande.

Au 1^{er} semestre, l'offre limitée a rencontré une demande ferme jusqu'à l'été. En juillet, l'épisode de canicule a perturbé le transport d'animaux. En août, la demande italienne a ralenti ponctuellement, accélérant le repli saisonnier des cours, en particulier pour les animaux lourds.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

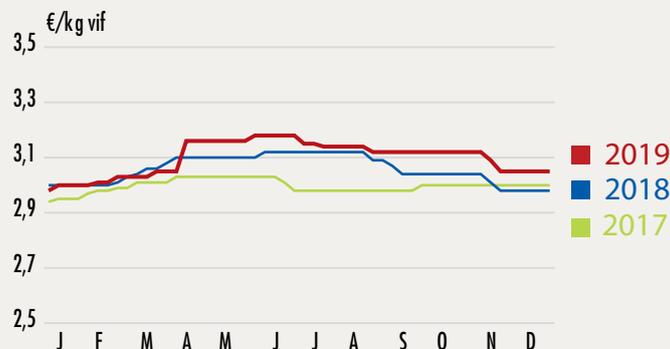
La progression de la demande italienne pour les femelles s'est essouffée à l'automne. Bien orientés au 1^{er} semestre, les prix des femelles maigres ont fléchi au 2nd alors que les envois étaient en recul.

En moyenne en 2019, les cours des Charolaises ont été proches de leur haut niveau de 2018 et en progression par rapport à 2017. La Charolaise U de 400 kg a coté 2,49 €/kg (+1% /2018 ; +3% /2017) et la Charolaise U de 270 kg, 2,63 €/kg (= /2018 ; +3%

-4 centimes d'€/kg vif

C'est le repli de la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2019.

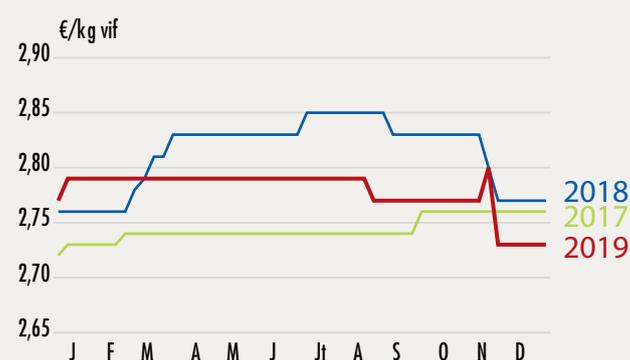
COTATION DU LIMOUSIN E DE 290-300 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La cotation moyenne du Charolais U de 450 kg a été de 2,53 €/kg vif en 2019, soit -1% /2018 et +1% /2017. Elle dépassait de 1% le niveau de 2018 au 1^{er} semestre, mais elle a perdu 27 cts entre juin et octobre (contre 10 cts en 2018), s'établissant à 2,48 €/kg au 2nd semestre, soit -4% /2018. Le cours du Charolais U de 300 kg s'est établi à 2,78 €/kg, soit -3% /2018 et = /2017. Pour les autres races, les prix ont connu un repli modéré en été et étaient dans l'ensemble supérieurs à ceux de 2018. Le Limousin E de 300 kg a coté en moyenne 3,10 €/kg (+1% /2018 et +3% /2017) et le Blond U de 250 kg 3,67 €/kg (+3% /2018 et +8% /2019).

COTATION DE LA LIMOUSINE E DE 270 KG



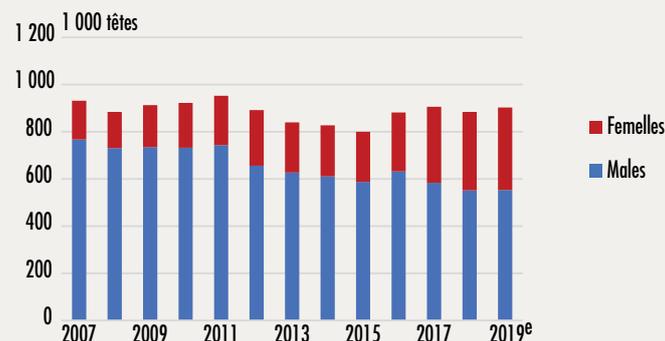
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

/2017). La Limousine E de 270 kg a coté 2,78 €/kg, un niveau intermédiaire entre 2018 (-1%) et 2017 (+1%).

Plus stables que ceux des mâles, les prix des femelles ont toutefois reculé en fin d'année. Le cours de la Charolaise U de 400 kg a perdu 9 cts entre juillet et novembre 2019. La demande italienne pour les génisses liée à la mise en avant de leur viande par les GMS, a plafonné en fin d'année et les envois de femelles ont reculé après plusieurs années de hausse continue.

EXPORTATIONS 2019

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BROUARD* VERS L'ITALIE



e : estimation

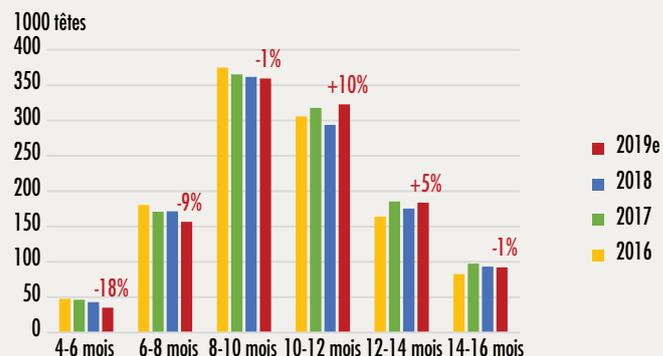
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations propres

*Bovins de 4 à 16 mois de type viande

Les importations italiennes de brouards français ont progressé en 2019 (+2% /2018), grâce aux disponibilités accrues et à la demande en femelles.

La consommation italienne a poursuivi son redressement, le marché de la viande de jeunes bovins s'est mieux tenu qu'ailleurs en Europe, profitant aux envois français. 552 000 mâles auraient traversé les Alpes (= /2018) ainsi que 350 000 femelles (+5% /2018, +9% /2017 et +64% /2015). Le développement des envois de femelles tirés par les GMS italiennes et permis par le recul du cheptel français, plafonne désormais. Les prix des génisses finies ont reculé en 2019, ainsi que les volumes exportés en fin d'année.

ÂGE DES BROUARD* EXPORTÉS PAR LA FRANCE (4-6 MOIS)



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

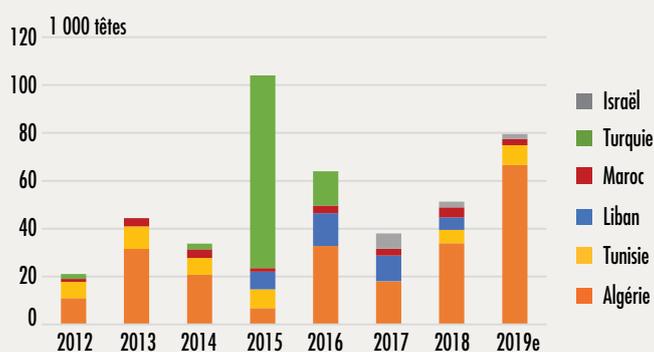
*Bovins de 4 à 16 mois de type viande

L'âge des brouards exportés par la France a progressé en 2019, du fait de la concentration des envois vers l'Italie au détriment de l'Espagne.

Les importateurs italiens demandent des brouards plus âgés que les acheteurs espagnols. En Italie, 6 mois de présence de l'animal suffisent pour recevoir la prime qualité, indispensable pour la rentabilité de l'engraissement. La rentabilité de la filière espagnole repose davantage sur la maîtrise des coûts qui passe par l'achat d'animaux plus jeunes et moins chers. En 2019, 83% des brouards français expédiés avaient plus de 8 mois contre 81% en 2018 et 78% en 2015.

EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARD* VERS LES PAYS TIERS

EXPORTATIONS DE BROUARD* FRANÇAIS VERS PAYS TIERS



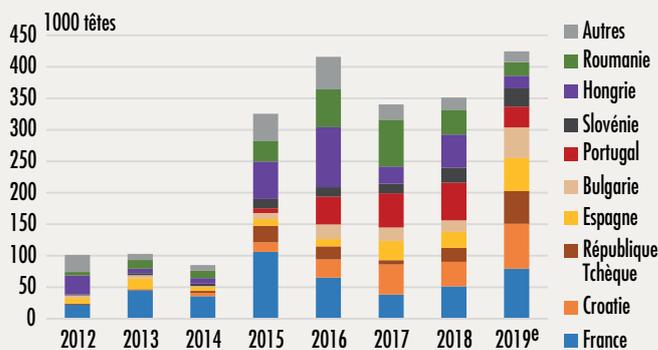
e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

Les exportations françaises de brouards hors de l'UE auraient atteint 80 000 têtes en 2019, soit 55% de plus qu'en 2018.

Alors que 2018 avait été marqué par des fermetures répétées, le marché algérien a été aux achats toute l'année 2019, avec une préférence pour les animaux lourds et de race Aubrac. Il aurait absorbé un effectif record de 67 000 brouards français. Avec 8 000 têtes, la demande tunisienne a également crû (x1,5 /2018) tandis que les acheteurs marocains se sont davantage tournés vers les animaux espagnols (3 000 têtes depuis la France, -36% /2018). A noter une pression beaucoup moins forte de la FCO en 2019.

EXPORTATIONS DE BROUARD* DEPUIS LES PAYS DE L'UE VERS PAYS TIERS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Les envois de brouards des pays de l'Union Européenne auraient progressé de 21% en 2019, atteignant près de 424 000 têtes.

Les principales destinations sont la Turquie avec 176 000 têtes (+37% /2018), Israël avec 103 000 têtes (-11% /2018) et l'Algérie, qui s'est approvisionnée presque exclusivement en France. Le record d'envois de brouards aurait propulsé la France au rang de 1^{er} exportateur européen vers les pays tiers, au coude à coude avec la Croatie. Les demandes turque et israélienne portent sur des brouards plus légers et moins chers, avec des contraintes sanitaires (FCO) plus fortes qu'en Algérie en 2019.

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Des systèmes d'élevage durablement affectés

La chaleur et le déficit hydrique, dès le printemps et jusqu'à l'automne sur la plupart des régions du grand bassin allaitant et l'Est de la France, ont stoppé la pousse de l'herbe. La constitution de stocks fourragers n'y a pas été possible, ni parfois le simple pâturage des animaux. Des affouragements ont été nécessaires, mais sans possibilité de puiser sur des stocks déjà quasi-entièrement consommés pour les élevages déjà touchés par la sécheresse de 2018.

Côté cultures, les rendements chutent assez fortement dans les zones continentales. La très légère remontée des cours pour les gros bovins finis et le maintien du niveau de prix pour le marché du maigre sont loin d'avoir suffi à compenser la hausse des charges opérationnelles. Des aides exceptionnelles débloquées par l'Etat et certains Conseils régionaux et départementaux devraient couvrir partiellement le surcoût engendré par la sécheresse. Mais au final, les résultats courants baisseraient de nouveau en 2019.

ESTIMATIONS DES REVENUS 2019

Amorcée en 2018, la baisse des revenus des éleveurs spécialisés se poursuit en 2019. À nouveau, ces élevages sont les plus impactés par le déficit hydrique et la chaleur estivale 2019. Leurs revenus chuteraient au plus bas et atteindraient juste les 11 200 €/UMO exploitant chez les naisseurs intensifs et 20 400 €/UMO chez les naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins intensifs.

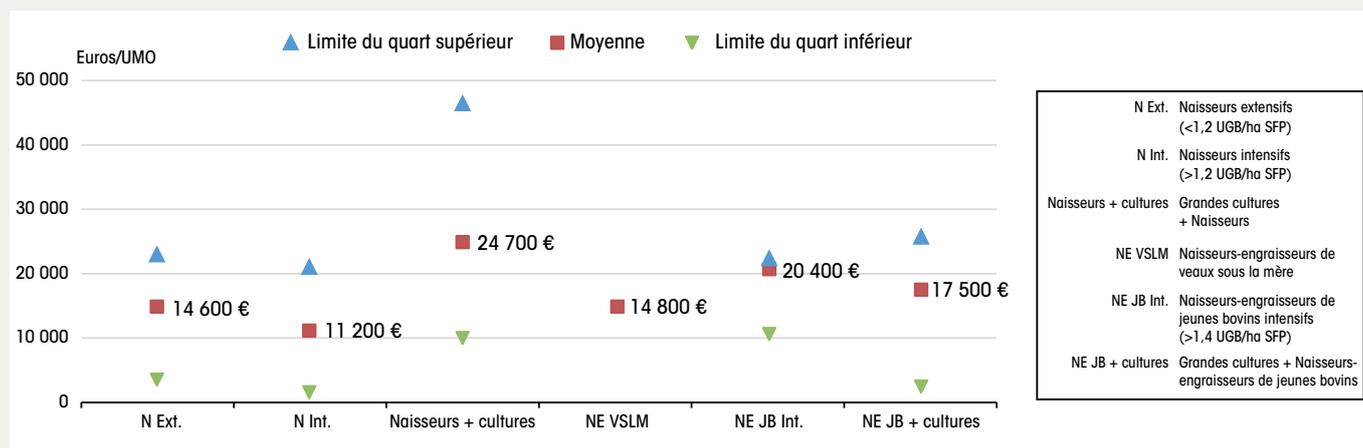
La présence de cultures de vente n'a pas contribué à limiter la chute du revenu, d'autant que le poste engrais, augmente fortement en 2019 (+9%). Le revenu des naisseurs diversifiés se maintiendrait en moyenne à 24 700 €/UMO et celui des naisseurs-engraisseurs à 17 500 €/UMO.

Le revenu des éleveurs de veaux sous la mère approcherait les 15 000 €/UMO : l'année exceptionnelle en terme de rendements compenserait en grande partie la hausse des charges.

Les résultats économiques de 2019 vont encore accentuer les difficultés financières rencontrées sur les exploitations. Si ces dernières reçoivent des aides pour pallier la sécheresse, certaines ne sont pas en mesure d'investir pour acheter des fourrages faute de trésoreries suffisantes. Les stocks fourragers mis à mal obligent les éleveurs à adapter les rations des animaux et des conséquences sont donc à redouter sur la reproduction du cheptel en 2020. Une diminution de la production, cumulée à une hausse des charges, ne pourrait qu'engendrer des pertes de revenus supplémentaires.

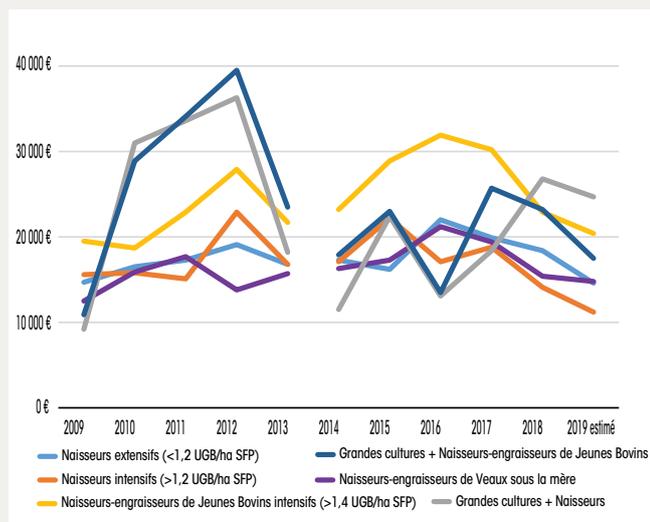
RÉSULTATS COURANTS 2019

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2019.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

concentrés distribués par UGB de 2016 à 2018 est en forte hausse : +26% dans les élevages naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins et +6% chez les naisseurs. Ces évolutions n'ont pas permis de retrouver une production brute de viande vive par UGB du niveau de 2016, à 331 kg vifs/UGB. En 2018, elle atteint seulement 328 kg vifs/UGB. Pour mémoire, cette dernière avait fortement chuté en 2017 (à 322 kg vifs/UGB) suite aux difficultés dans la gestion de la reproduction liées à la sécheresse de 2016.

Les élevages naisseurs spécialisés et veaux sous la mère fragilisés

Le résultat courant des exploitations bovines viande est en chute depuis 2016 et les estimations de 2019 prolongent cette tendance. Les exploitations naisseurs spécialisées ou veaux sous la mère peinent à dégager ces dernières années un résultat courant au-delà de 17 000 €. Les systèmes avec cultures, qui avaient bénéficié d'une hausse de leurs revenus en 2017 suite à l'amélioration des rendements après une année 2016 catastrophique, rentrent dans le rang. Ils subissent également une baisse de leurs résultats en 2019. Ces évolutions s'expliquent par des charges opérationnelles qui ne cessent d'augmenter, même hors phénomènes de sécheresse. En 2019, la hausse est de +9% pour les charges liées aux surfaces et de +2,5% pour les frais vétérinaires. Les charges de structure suivent la même pente : seuls les prix des carburants ont fléchi en 2019.

ÉVOLUTION DE REVENUS

Augmentation des cheptels

Les exploitations bovines viande s'agrandissent depuis 5 ans, même si cette tendance semble s'essouffler en 2018, toujours à main-d'œuvre constante sur l'exploitation (1,5 UMO exploitant pour 1,85 UMO totale). Les exploitations naisseurs ont augmenté leur cheptel de 8 vaches depuis 2014. Elles détenaient en moyenne 102 vaches en 2018, soit 68 vaches/UMO exploitant. Chez les naisseurs-engraisseurs, avec un gain de 7 vaches sur la même période, les troupeaux passent à 110 vaches en 2018, soit 66 vaches/UMO exploitant. La SAU évolue elle aussi légèrement avec une hausse de 6% en 5 ans pour se situer à 158 hectares. L'augmentation des moyens de production s'est accompagnée d'une progression de la productivité de la main-d'œuvre. En revanche, elle ne s'est pas traduite par une hausse de la productivité des troupeaux, ni par une hausse des revenus. En effet, ces quatre dernières années ont été marquées par des sécheresses qui ont mis à mal les ressources fourragères et l'autonomie des exploitations mais aussi pénalisé les performances techniques des élevages.

Ces exploitations se sont pourtant adaptées en augmentant notamment leur surface en herbe (+13% de 2014 à 2018). Cependant la quantité de

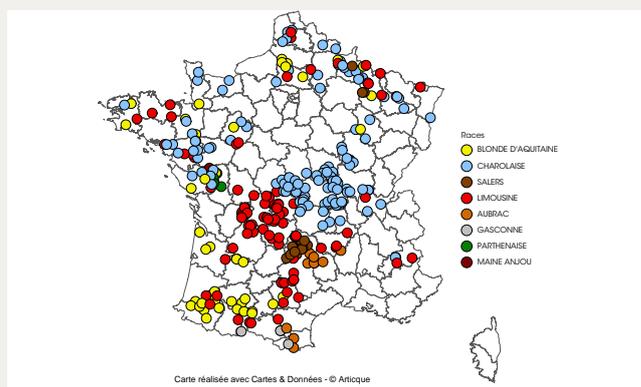
BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2019 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2019 sont établies à partir d'un panel de **221 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2018 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...).

L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au « solde disponible », calculé selon une approche « trésorerie ».

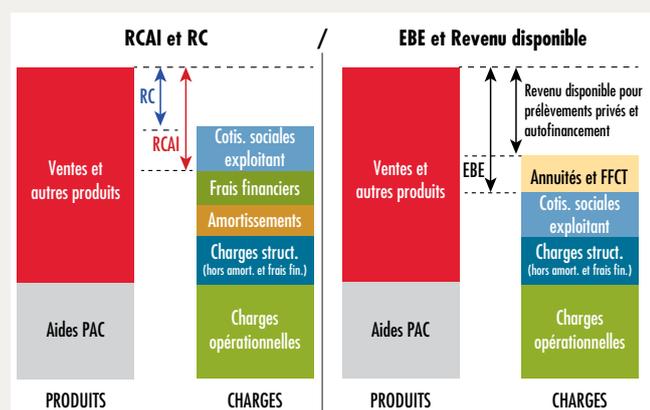
LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Arlicque

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage bovins viande compte 364 exploitations en 2019 dont 310 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-viande.html>
-> onglet Réseaux d'élevage

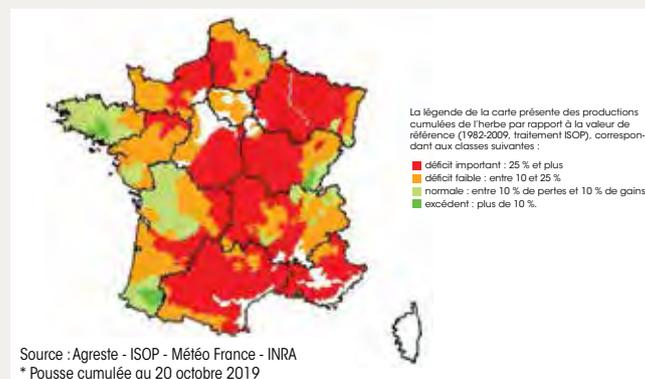
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

SÉCHERESSE 2019

La pousse de l'herbe a affecté plus des 3/4 du territoire français

Les 5 régions fortement touchées par cette sécheresse 2019, l'avaient déjà été en 2018. Ce sont l'Auvergne-Rhône-Alpes, la Bourgogne-Franche-Comté, le Centre-Val de Loire, le Grand-Est, PACA ainsi que le plateau de Millevaches. Des aides exceptionnelles ont été débloquées par l'Etat, la MSA et certains Conseils régionaux et départementaux. Toutefois, les surcoûts nets (aides déduites) pour les éleveurs concernés par la sécheresse s'élèveraient de 5 à 52 €/UGB sur l'année 2019.

INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES*



ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2019

Les résultats 2018 sont ceux constatés dans les comptes du panel d'exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente des animaux maigres dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente, saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Ainsi le prix d'un brouillard charolais de 300 kg commercialisé en automne a diminué de -1,7% par rapport à 2018.

Quant aux animaux finis, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2019 a été estimé en prenant en compte le nombre d'animaux abattus par trimestre et de l'évolution entre 2018 et 2019 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. Ainsi, le prix d'une vache de réforme viande d'une exploitation située dans le Grand-Ouest a augmenté de 1,7% par rapport à 2018.

Les données de prix sont transmises par FAM et traitées par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

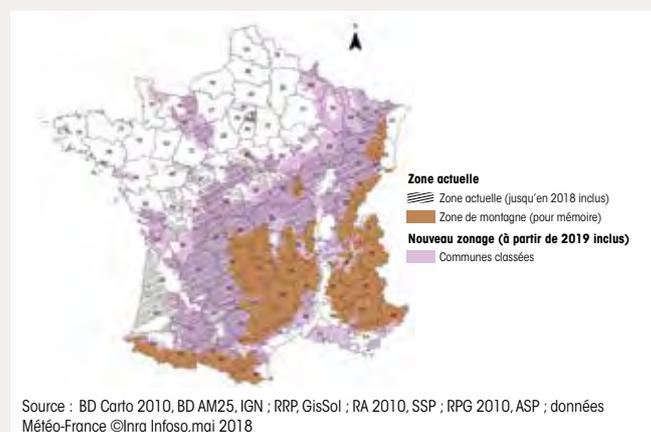
Le montant des ventes 2019 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatés entre 2018 et 2019. Ces données nous ont été transmises par Arvalis-Institut du Végétal.

Évolution des aides PAC

Pour les évolutions des soutiens découplés, la convergence telle que prévue dans les textes règlementaires est appliquée. Deux niveaux de prélèvement sont effectués : 4,2% pour le transfert du 1^{er} pilier vers le 2nd pilier et la discipline financière demeure stable entre 2018 et 2019. Quant aux niveaux de soutiens perçus au titre de l'aide aux bovins allaitants (ABA), ils diminuent de 1,3 à 1,5%. La transparence GAEC est appliquée.

Le nouveau zonage des ICHN entre en vigueur. La perte est progressive pour ceux qui sortent du dispositif : en 2019 ils perçoivent 80% de ce montant. Pour les entrants, ils la perçoivent à 95% alors que les montants sont stables pour les anciens bénéficiaires.

NOUVELLE CARTE DES ZONES DÉFAVORISÉES (ZSCN-ZSCS) POUR LA CAMPAGNE 2019



ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2019

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2019 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

Les surcoûts de la sécheresse 2018 ont été estimés et enlevés aux résultats pour revenir à une année plus « normale » dans le fonctionnement. Puis en fonction des régions touchées par la sécheresse de 2019, un surcoût lié à la nécessité d'alimenter les animaux dès le mois de juillet, a été appliqué. A noter que certaines exploitations du bassin allaitant ont pu subir en 2019 les effets des deux sécheresses (début hiver 2019 et été/hiver 2019/2020).

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

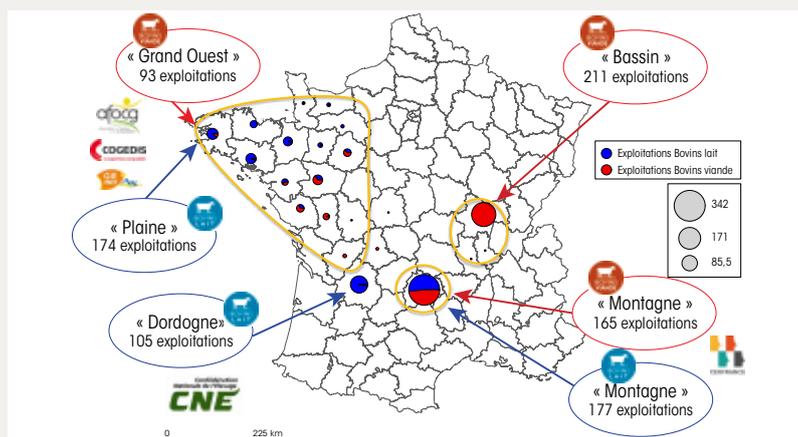
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

DES TRÉSORERIES EN TENSION

Le suivi de la trésorerie complète l'approche comptable, centrée sur le résultat courant (RC). En effet, si le RC permet d'appréhender la rentabilité de l'entreprise, et sert de base de calcul aux prélèvements sociaux et des impôts, le revenu disponible permet d'avoir une approche de l'équilibre financier. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et les investissements de l'entreprise.

L'OBSERVATOIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON HIVER 2016-2018



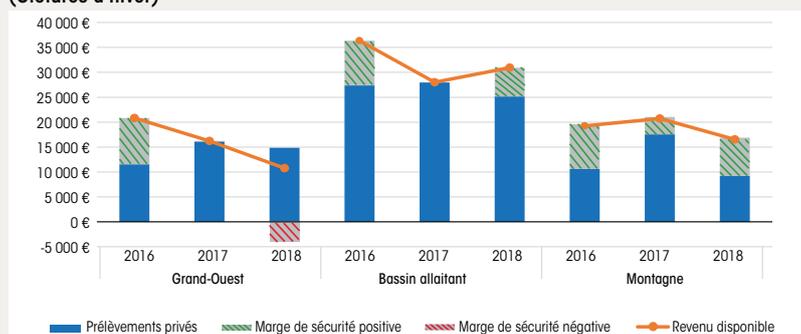
Étude CNE, d'après données Afoag, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articaque

L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Les élevages allaitants sont répartis sur trois bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), et la Saône-et-Loire (pour le bassin Charolais « historique »). Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec six centres comptables : AFOCG, AS BFC, Cerfrance Alliance Massif Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS. 925 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des clôtures d'hiver (octobre-décembre), suivi entre 2016 et 2018. Les résultats sont analysés par zone géographique.

UNE BAISSÉ DU REVENU DISPONIBLE EXPLIQUÉE PAR LA HAUSSE DES CHARGES

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

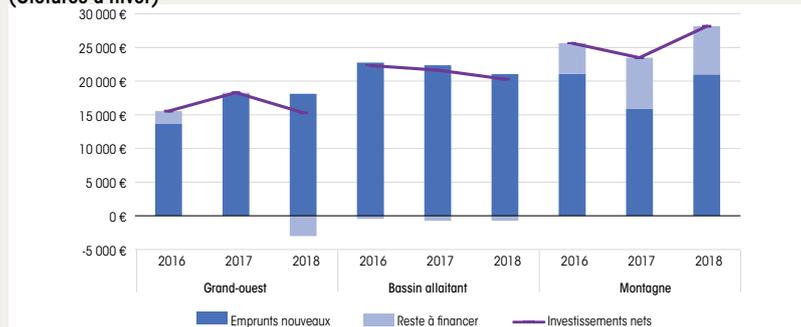
(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afoag, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE « hiver 16-18 », d'après données Afoag, COGEDIS, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS BFC, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

En 2018, la situation financière des élevages allaitants ne s'est pas améliorée. Si le produit brut a été relativement stable, les charges (de structure et alimentaires) ont poursuivi leur hausse en 2018 : +4% /2017. Ainsi, l'EBE des élevages suivis a diminué dans le Grand-Ouest et en Montagne et a été légèrement conforté dans le Bassin allaitant.

En moyenne (toutes zones), le revenu annuel disponible s'établit à 15 600 € par UTH familiale. La baisse est marquée dans le Grand-Ouest et en Montagne, avec des annuités en hausse. Nous constatons une légère hausse dans le Bassin allaitant. Les prélèvements privés, toujours restreints, ont une nouvelle fois servi de variable d'ajustement (12 600 €/UTH familiale en moyenne toutes zones), pour dégager une marge de sécurité, encore insuffisante, dans le Bassin allaitant et en Montagne. Elle est négative dans le Grand-Ouest.

Les investissements ont rebondi en Montagne, avec une part d'autofinancement proche de 25%. En revanche, ils ont diminué dans les deux autres zones où ils sont exclusivement financés par des emprunts. Par ailleurs, depuis 3 ans, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative est stable : elle se maintient à 16% des élevages suivis. Mais leur situation financière s'est aggravée en 2018 : leurs dettes court-terme, en hausse, est plus de 2 fois supérieures à la moyenne. En outre, la sécheresse de 2019 aura des conséquences économiques et financières dans les mois et années à venir, pour tous les élevages.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

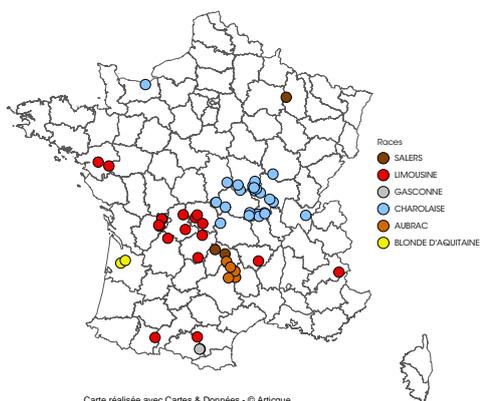
La sécheresse pénalise des revenus déjà faibles



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 156 ha de SAU dont 145 ha de SFP
- 97 vaches allaitantes et 146 UGB
- Productivité moyenne : 296 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 58 EXPLOITATIONS



Si la plupart des élevages naisseurs extensifs paraissent avoir limité financièrement les dégâts de la sécheresse 2018, l'absence de stocks fourragers à la sortie d'hiver 2018/2019 et le manque d'herbe au pâturage en 2019 se traduisent par des achats en fourrages et aliments exceptionnels. Les revenus sont en baisse et peinent à dépasser les 15 000 €/UMO exploitant.

La cohérence sol/troupeau permettrait une meilleure résilience

Ces systèmes naisseurs, pour lesquels l'herbe représente la principale ressource fourragère (plus de 92% de la SAU) évoluent tout en maintenant un chargement inférieur à 1 UGB/ha SFP. Ainsi après une augmentation de 4 vêlages entre 2014 et 2015, le nombre de vêlages se stabilise à 97 de 2015 à 2018. Il s'accompagne d'une augmentation des surfaces en herbe de 2 ha/an. Les hectares en cultures et en maïs ensilage sont stables dans ces exploitations, tout comme la main-d'œuvre. Pour autant, après les sécheresses successives, la mauvaise qualité des fourrages de 2017 et la bonne tenue des cours du maigre n'ont pas incité à la finition, si bien que la productivité animale a diminué (-12 kg de viande vive produite/UGB entre 2014 et 2018). Cette tendance s'accompagne d'une hausse de 10% des charges opérationnelles, résultant d'achats de concentrés et de fourrages.

Charges de travail et charges opérationnelles en augmentation

Le déficit hydrique précoce, dès le printemps, a conduit au tarissement des points d'abreuvements naturels des animaux. Les éleveurs, qui ont passé leur temps à remplir les tonnes à eau ou bien à affourager les animaux, ont vu leur charge de travail s'accroître sur une période ordinairement plus calme.

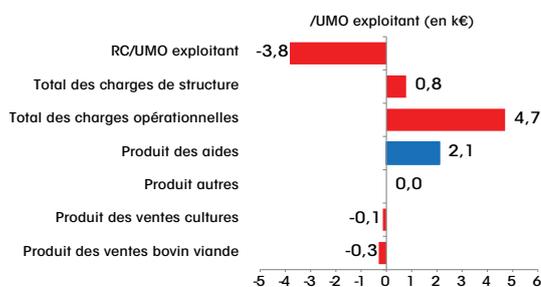
En zone d'estives, faute d'herbe et avec des sources tariées, les animaux ont été rentrés plus précocement. Pour les zones les plus touchées comme le bassin charolais et le sud Massif-Central, les achats complémentaires de fourrages estimés à 90 €/UGB, expliquent en grande partie la hausse de 4 700 € des charges opérationnelles. Des aides exceptionnelles compenseront une partie de ce surcoût.

Une seconde voie a pu être choisie par les éleveurs pour faire face à la sécheresse : celle de la décapitalisation. Mais réduire le potentiel de production a des conséquences sur le plus long terme.

Le résultat courant moyen n'atteint pas 15 000 €/UMO

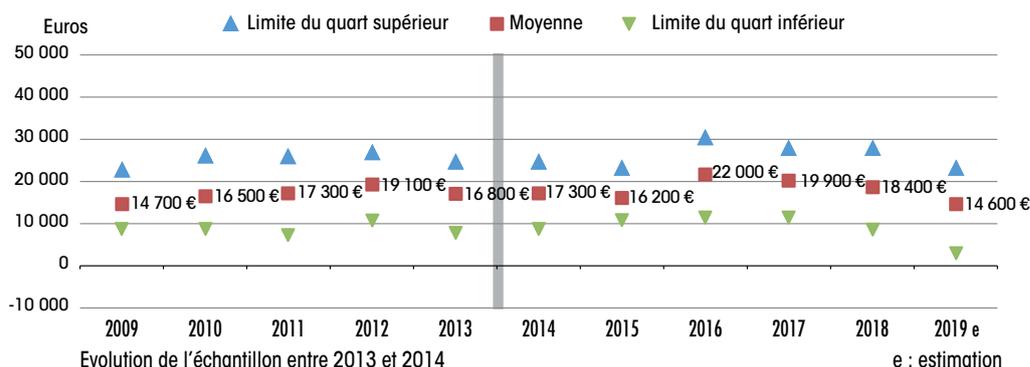
La très légère remontée des cours des femelles compense le tassement des prix des brouillards : ainsi le produit bovin viande se maintient par rapport à 2018. Les aides PAC sont stables malgré une réduction des ABA et des aides découplées. Le produit total à peu près constant ne peut compenser la hausse des charges opérationnelles et des charges de structures. Cela se traduit par une baisse de 3 800 € du résultat courant moyen par exploitant.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

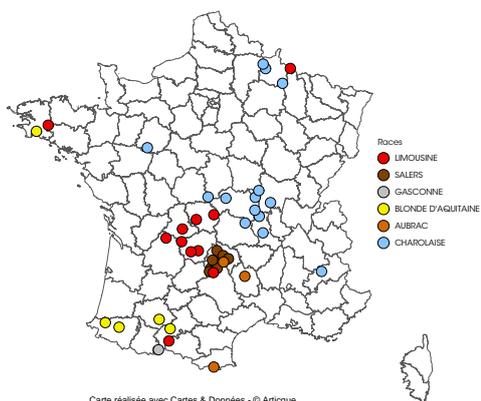
La sécheresse affecte l'agrandissement et les résultats de ces exploitations



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 131 ha de SAU dont 118 ha de SFP
- 112 vaches allaitantes et 168 UGB
- Productivité moyenne : 301 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 42 EXPLOITATIONS



Le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs chute à nouveau en 2019. Ces élevages, très nombreux dans des zones touchées par la sécheresse, sont tributaires de fortes hausses de charges opérationnelles.

L'agrandissement se poursuit à un rythme moins soutenu

Les moyens de production de ces exploitations sont en constante progression : +10 vèlages et +10 ha de SAU en 5 ans, grâce à une progression du volume de main-d'œuvre (en particulier salariée) alors que sa productivité (mesurée en tonnes de viande vive /UMO) reste stable. Cependant, la sécheresse a enravé l'évolution. Alors que ces exploitations gagnaient entre 3 et 4 vèlages/an entre 2014 et 2018, la hausse n'a été que de 1 unité en 2019. Cette rupture révèle la volonté des éleveurs d'ajuster les effectifs animaux aux ressources fourragères de l'exploitation. Toutefois, la consommation de concentrés, destinée à pallier le manque de fourrages, a augmenté fortement.

Des charges opérationnelles qui explosent et des produits stables

L'affouragement estival a été important au cours de l'été 2019 et les éleveurs ont dû procéder à des achats complémentaires d'aliments, pouvant aller jusqu'à 70 €/UGB, notamment dans les bassins limousin, charolais et sud Massif-Central. Cela explique en grande partie la hausse de 2 700 € par rapport à 2018 pour les charges opérationnelles. Des aides exceptionnelles débloquées au niveau national ou régional compenseront une partie de ce surcoût.

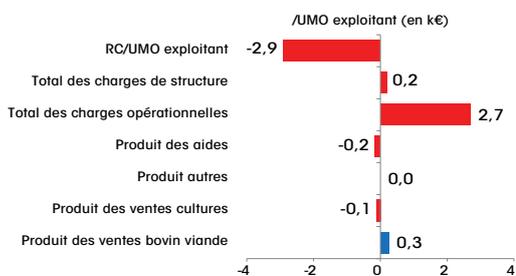
Inversement, les charges de structure sont relativement stables (+200 €) : beaucoup des postes (EDF, fermages, salaires) ont progressé mais la hausse de +1 à 2% a été compensée par le tassement des prix des carburant (-1,8%).

Un résultat courant à 11 200 €/UMO : au plus bas

Le produit total est identique à celui enregistré en 2018 grâce au produit issu des ventes de bovins proche du niveau de 2018 (+300 €). Si le cours des animaux maigres apparaît stable en Limousin, il diminue de 2% en Charolais. Les prix des vaches de réforme retrouvent quelques couleurs avec une hausse de +1,5 à 2% en fonction des races. On observe toujours un tassement des aides perçues, dû à une réduction des ABA et des aides découpées.

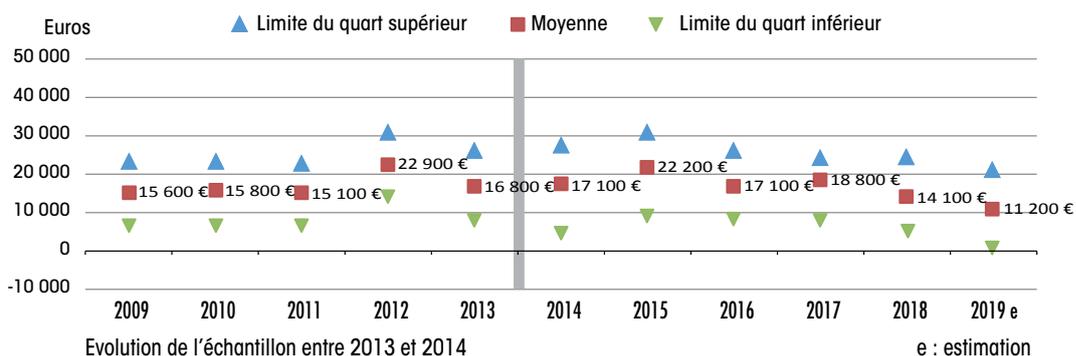
Le quart inférieur des exploitations est constitué d'éleveurs qui en 2019, ont supporté financièrement les conséquences de la sécheresse 2018 et ont dû faire face à celle de 2019. C'est en partie la raison pour laquelle le résultat courant (RC) moyen estimé en 2019 perd 2 900 € pour s'établir à 11 200 €/UMO : le plus bas depuis 10 ans !

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

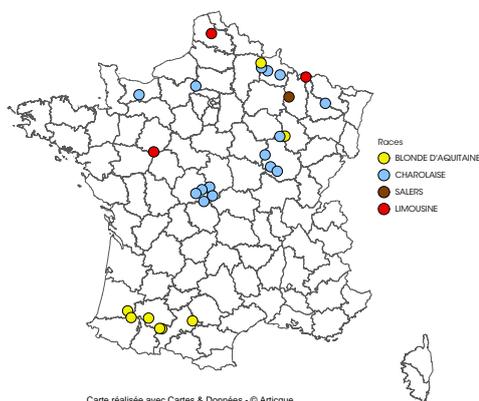
L'amélioration des revenus interrompue en 2019



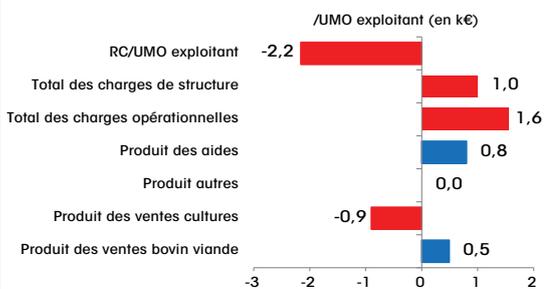
DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 190 ha de SAU dont 100 ha de SFP
- 87 vaches allaitantes et 127 UGB
- Productivité moyenne : 328 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 28 EXPLOITATIONS

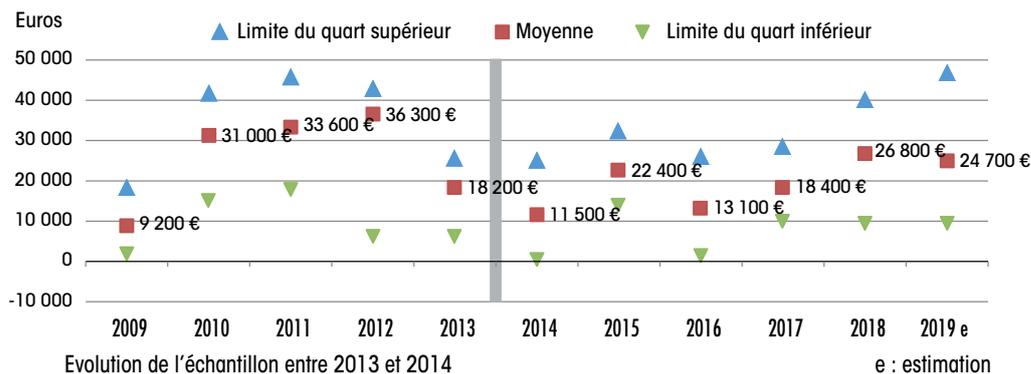


RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Egalement réparties dans les bassins de polyculture élevage du quart Nord-Est, de Centre-Bourgogne et du Sud-Ouest, ces exploitations ont été en grande partie touchées par les sécheresses 2018 et 2019. En maintenant leur résultat courant proche de 25 000 €/UMO exploitant en 2019, elles semblent cependant mieux résister en moyenne que les autres systèmes.

Désintensification des surfaces fourragères

A échantillon constant de 2014 à 2018, ces exploitations se sont développées en surface (+16 ha de SAU dont 7 ha de SFP en herbe), en troupeau (+6 vaches) et en main-d'œuvre (+0,1 UMO). Les ateliers viande ont été progressivement extensifiés (-0,1 UGB/ha SFP) en stabilisant le nombre d'animaux dès 2015, avec pour une majorité, un chargement inférieur à 1,3 UGB/ha de SFP. Ils ont gagné en productivité de la main-d'œuvre (+2% de viande par UMO) et en productivité animale (+ 20 kg vifs produits par UGB), tout en contenant le recours aux concentrés (+40 kg par UGB).

Contrastes dans l'évolution des produits

Le produit total moyen par ha est en hausse de +2% par rapport à 2018 et atteint sa valeur la plus haute depuis 2014 (1 678 €/ha). Si les cours des femelles finies ont repris de façon générale, les cours du maigre ont subi des évolutions contrastées selon les races : baisse du produit viande en race Charolaise et hausse en Blonde d'Aquitaine.

De même, la chute des cours des céréales est plus ou moins compensée par de meilleurs rendements en 2019. Le produit des cultures baisse en moyenne de -0,6%, mais augmente de près de +6% dans un tiers des exploitations du groupe.

Les aides 2019 sont estimées en progression pour la moitié de ces exploitations grâce à l'octroi d'aides conjoncturelles ou pour certains, de la révision du zonage ICHN en leur faveur, assez fréquente (17%) dans ce groupe surtout localisé en zones intermédiaires.

Hausse des charges contenue

Les charges opérationnelles progressent à nouveau en 2019, essentiellement sous l'influence des cours des engrais qui pèsent pour 24% de ces charges. Les coûts d'alimentation sont en moyenne stables hors sécheresse. Les surcoûts des exploitations affectées par la sécheresse (la moitié de l'échantillon) représentent 7% des charges opérationnelles soit 60 €/vache. La hausse des charges de structure est limitée cette année grâce à la baisse des prix des carburants.

Au final, ces systèmes sont assez résistants dans les contextes perturbés de ces dernières années, avec une baisse limitée du résultat courant moyen en 2019 et de celui du quart inférieur depuis 3 ans. Le revenu courant du quart supérieur, constitué à 70% des mêmes exploitations qu'en 2018, continue même d'augmenter de plus de 6 000 €/UMO exploitant.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

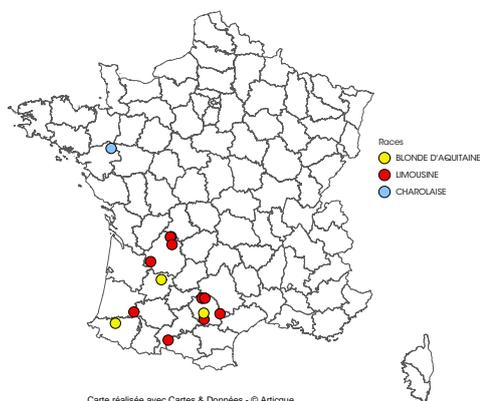
Une 2^{ème} année sans eau, et une baisse de production de veaux plombent le revenu à son niveau le plus bas



DONNÉES REPÈRES

- 1,8 UMO totale dont 1,4 UMO exploitant
- 101 ha de SAU dont 74 ha de SFP
- 72 vaches allaitantes et 87 UGB
- Productivité moyenne :
250 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
315 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségélas)

LOCALISATION DES 15 EXPLOITATIONS



Ce système de production est orienté vers la production d'animaux de boucherie en cycle court. Traditionnellement implanté dans le Sud-Ouest, avec des filières sous signe de qualité organisées, il concerne des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veau fermier élevé sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veau d'Aveyron et du Ségélas.

Faute de revenu et de main-d'œuvre, les exploitations cessent de s'agrandir

L'équilibre économique de ces systèmes peu productifs repose sur la maîtrise des charges de production : ils valorisent l'herbe et les fourrages des zones d'élevage du grand Sud-Ouest, avec des niveaux d'autonomie alimentaire remarquables qui ne se sont pas dégradés sur la dernière décennie malgré les épisodes climatiques difficiles (excès de pluies de printemps, sécheresses, canicules...). Limités par la main-d'œuvre et une rémunération du travail peu attractive, les systèmes producteurs de veaux ont stoppé leur agrandissement sur les 5 dernières années, pour se maintenir en dessous de 70 vaches. Dans le même temps, leur recours aux concentrés a diminué afin de gagner en autonomie et en marge.

Le marché des veaux labels : la production baisse, le prix se maintient

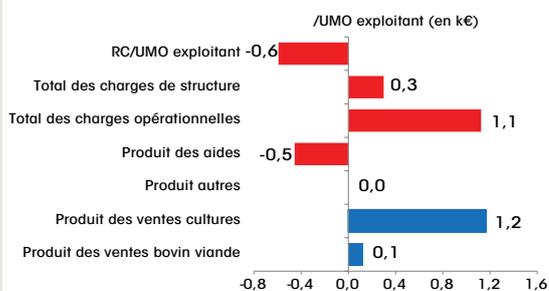
Comme en 2018, la diminution de l'offre a contribué à maintenir les prix moyens à un bon niveau de valorisation en 2019, malgré une demande de consommation morose. Le manque de naissances, le dynamisme du marché des brouards et la démographique des éleveurs contribuent à limiter la production de veaux. En corollaire, la segmentation s'amplifie. Les bons veaux clairs et bien conformés sont valorisés à des niveaux historiquement hauts. D'autres sont au contraire déclassés faute de demande, surtout durant la période estivale où le creux de consommation est de plus en plus marqué.

Le revenu baisse à nouveau

La modernisation des pratiques d'élevage et des bâtiments avaient permis un gain remarquable de productivité de la main-d'œuvre dans ce système pointu et techniquement contraignant, permettant d'amener le revenu des producteurs de veaux sous la mère à un niveau proche des 20 000 €/UMO et des autres systèmes de production en 2016 et 2017. La maîtrise des charges opérationnelles et la relative stabilité des prix des veaux des deux filières assuraient une régularité du résultat dans la durée.

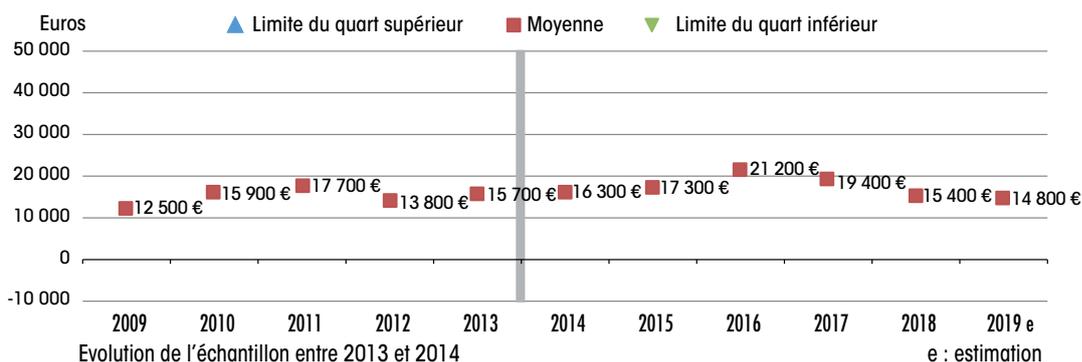
Cet équilibre économique est ébranlé depuis 2018 par la baisse des vêlages et la dégradation du taux de vêlage. Pour ces systèmes de petite dimension à forte valeur ajoutée, le manque à gagner sur les naissances impacte directement le revenu. En 2019, la bonne campagne céréalière permet de partiellement compenser l'augmentation des prix des intrants et des charges opérationnelles. Malgré tout ce revenu reste au plus bas de la décennie, en avoisinant les 15 000 €/UMO exploitant.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

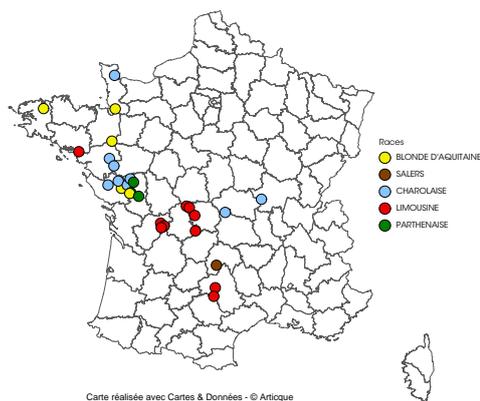
La légère hausse des produits ne compense pas celle des charges opérationnelles



DONNÉES REPÈRES

- 2 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 149 ha de SAU dont 126 ha de SFP
- 125 vaches allaitantes et 221 UGB
- Productivité moyenne : 372 kg vifs par UGB

LOCALISATION DES 29 EXPLOITATIONS



Les revenus des naisseurs-engraisseurs de JB intensifs ne cessent de se dégrader depuis 2016. En 2019, l'amélioration du produit viande et des ventes de culture ne compense pas la hausse des charges opérationnelles.

Charges en hausse, productivité en baisse

De 2015 à 2018, les naisseurs-engraisseurs de JB intensifs ont grandi de 2 vaches/an alors que la main-d'œuvre restait constante. La SAU est aussi en hausse, de +4 %. Ces facteurs de production (vaches et surfaces) en légère augmentation ne traduisent pas pour autant une amélioration de la productivité et des résultats économiques. Depuis 2016, la production brute de viande vive par UGB a ainsi diminué de -3%. S'y ajoutent une conjoncture du gros morose et des charges en hausse. Le résultat courant par UMO a chuté depuis 2016 de près de 10 000 € pour descendre à 20 400 € en 2019, gommant la progression de 2013 à 2016.

La canicule et la sécheresse ont stoppé précocément la pousse de l'herbe en 2019, fragilisant la ressource fourragère. Très variable d'une région à l'autre, la sécheresse a contraint les éleveurs affectés à des achats supplémentaires de concentrés et de fourrages.

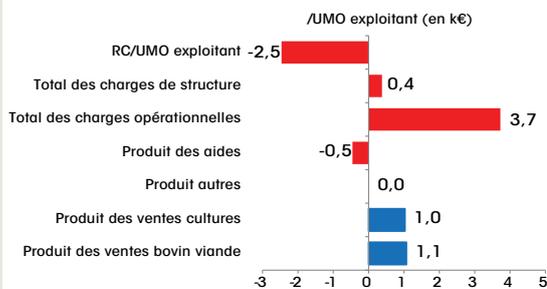
Une légère progression des cours des vaches et des taurillons

En 2019, les cours des vaches de réforme ont rebondi selon les régions de +1,2 à +2,8%. Pour le taurillon, la hausse est moindre (+0,6 à 1,5%) en raison d'une diminution de l'offre. Dans les exploitations, cela se traduit par un gain moyen de 1 100 € du produit des ventes BV. Pour les céréales, les prix ont diminué mais les meilleurs rendements ont apporté un produit supplémentaire de 1 000 € sous réserve du maintien des surfaces de ventes. Côté aides, la convergence impacte davantage ces exploitations qui sont plus intensives. L'ABA diminue également (-1,3 à -1,5%). Les aides exceptionnelles pour la sécheresse 2018, non reconduites pour les exploitations moins touchées en 2019, contribuent à cette baisse.

Un résultat plombé par la progression des charges opérationnelles et la sécheresse

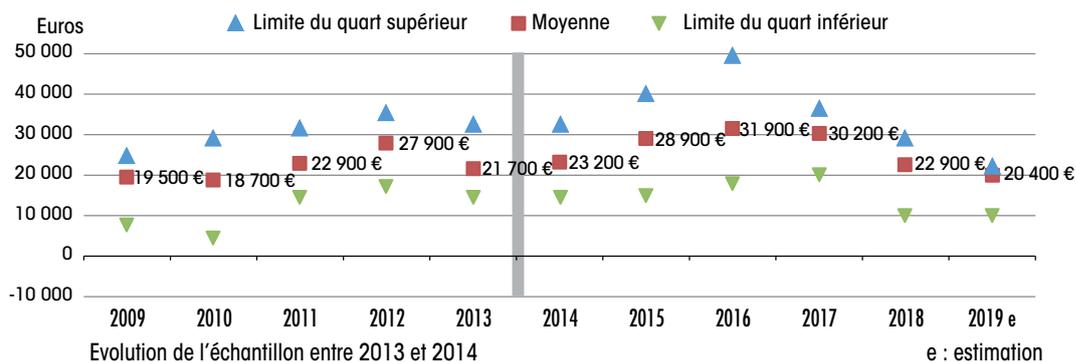
La hausse de 5% par rapport à 2018 (+3,7 k€) des charges opérationnelles s'explique par une progression de celles liées aux surfaces auxquelles s'ajoutent les achats destinés à pallier les effets de la sécheresse (concentrés, fourrages ou paille alimentaire, pouvant atteindre 52 €/UGB pour 1/4 de l'échantillon). Les charges de structure sont stables (+0,2%) : les fermages et les services liés au travail ont progressé alors que les achats de carburant ont diminué en 2019. En conséquence, le résultat courant de 2019 des naisseurs engraisseurs intensifs diminue de -11% d'une année sur l'autre. L'écart entre les quartiles supérieur et inférieur tend à diminuer ces trois dernières années : il serait de 12 000 €/UMO en 2019.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISSEURS-ENGRASSEURS DE JEUNES BOVINS

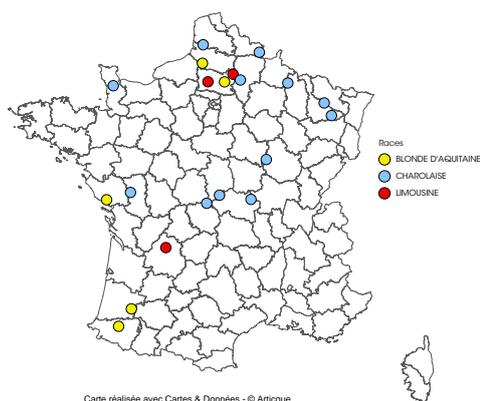
Le revenu retombe à bas niveau



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 197 ha de SAU dont 104 ha de SFP
- 93 vaches allaitantes et 184 UGB
- Productivité moyenne : 405 kg viâs par UGB

LOCALISATION DES 22 EXPLOITATIONS



Avec 17 500 € de résultat courant/UMO estimé pour 2019, le revenu moyen des naisseurs-engraisseurs de jeunes bovins avec cultures se situe au niveau des moins bonnes années de la décennie. Il est proche de celui observé en 2014. La répétition des aléas climatiques et les cours moroses des productions animales et végétales dégradent fortement les résultats.

De grandes structures... qui s'agrandissent encore

A échantillon constant de 2014 à 2018, la SAU moyenne gagne 10 ha dont 4 ha de SFP. A main-d'œuvre équivalente, il y a aussi 6 vaches de plus sur la période. Les systèmes se sont légèrement intensifiés en 2018 avec une diminution de la SFP et l'implantation de dérobées a augmenté d'un tiers. La part des concentrés produits et prélevés pour l'atelier bovin viande est stable mais les surfaces de cultures consommées sont en hausse constante, en lien avec les quantités de concentrés qui ont augmenté de plus en plus fortement avec l'impact des aléas climatiques sur les fourrages (+100 kg/UGB sur 2016 et 2017 et +400 kg/UGB en 2018).

Des produits qui stagnent

Le produit total évolue peu en 2019 par rapport à 2018 (+10 €/ha) et se maintient un peu au-dessus de la moyenne des 5 dernières années (2 020 €/ha). Malgré une conjoncture morose, le produit viande de ces ateliers avec finition de l'ensemble des animaux est en légère augmentation grâce au redressement des cours des vaches de réforme et au maintien de ceux des génisses et jeunes bovins.

Le produit cultures moyen est quasi stable (-0,2%) mais la diversité des types de cultures et la grande hétérogénéité des impacts de l'année climatique peuvent modifier sensiblement ce résultat. Le produit cultures baisse en moyenne de -6% dans les deux tiers du groupe, le reste bénéficiant au contraire de résultats en hausse.

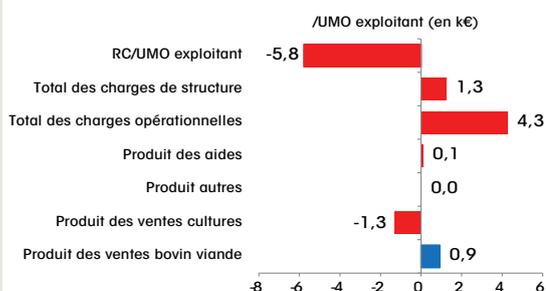
Les aides totales se stabilisent pour la première fois, sous l'effet de la convergence dont les effets s'atténuent, mais aussi grâce à l'octroi d'aides conjoncturelles exceptionnelles ou, pour certains, de la révision du zonage ICHN en leur faveur.

Des charges à leur plus haut niveau depuis 2015

Les charges opérationnelles sont les postes qui augmentent le plus en 2019, essentiellement sous l'influence des cours des engrais qui pèsent pour 20% de ces charges. Les coûts d'alimentation sont stables en moyenne hors surcoûts dûs à la sécheresse 2019. Ces derniers représentent dans un tiers des exploitations de ce groupe, en moyenne 6% des charges opérationnelles et 80 €/vache. En revanche, la hausse des charges de structure est limitée grâce à la baisse des prix du carburant.

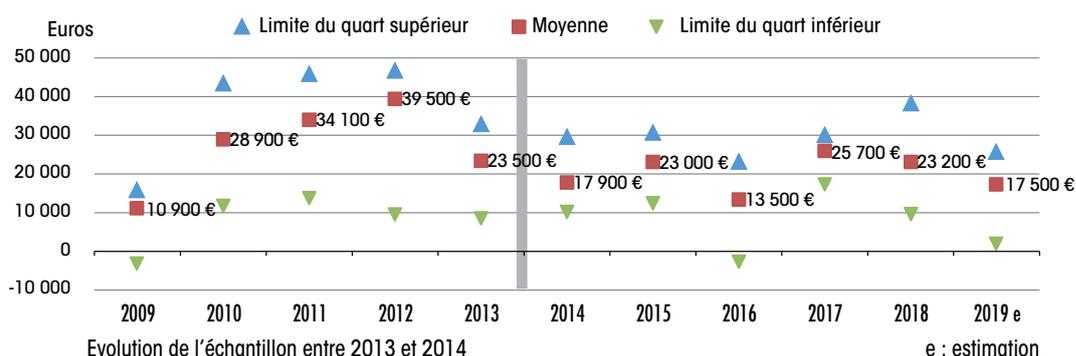
Avec une deuxième année de sécheresse, même les exploitations du quart supérieur marquent le pas avec une perte moyenne de 10 000 € en 2019 de résultat courant/UMO exploitant.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Une année particulièrement difficile

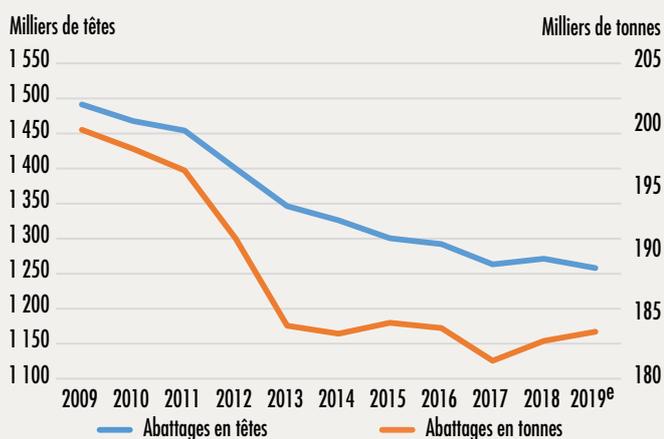
Le secteur du veau a connu une année chaotique. L'offre étoffée en Europe au 1^{er} semestre a rencontré une demande en berne provoquant une dégradation inédite des cours dès février. Au 2nd semestre le net repli de l'offre a permis le redressement des cours. La production de veau s'est érodée en France en 2019 en têtes (-1% /2018), mais s'est de nouveau maintenue en tonnage (+0,5% /2018). Le marché des veaux nourrissons a été très encombré presque toute l'année, hormis une brève tension en début d'été, et les exportations ont de nouveau battu tous les records.



LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2019

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, SPIE Normabev et estimations propres

184 000 téc

C'est la production de viande de veau en France en 2019.

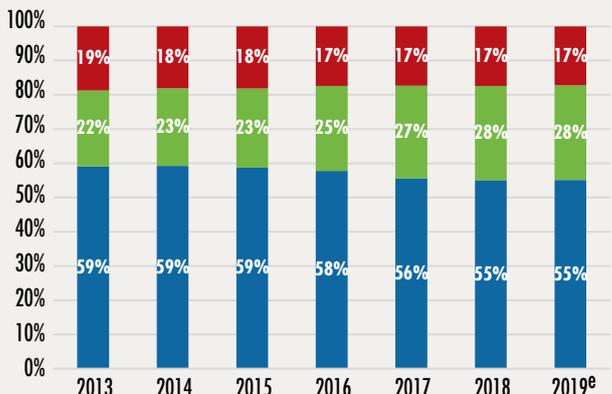
En 2019, le nombre de veaux abattus en France a reculé, mais la production de viande s'est maintenue. La crise qui a frappé le secteur a retardé les abattages et provoqué un net alourdissement des carcasses.

L'engraissement poursuit son érosion : à 1,20 million de têtes, le nombre de veaux engraisés et abattus en France a reculé de 2% /2018. Les abattages totaux se sont mieux maintenus à 1,26 million de têtes (-0,5% /2018) du fait de l'augmentation des importations de veaux finis (+29% à 57 000 têtes) qui représentent moins de 5% des abattages. Depuis 2013, la production abattue en France en téc n'a pas significativement reculé. Elle a atteint 184 000 téc en 2019 soit +0,5% /2018 et -0,5% /2013 (-6,5% en têtes).

Au 1^{er} semestre les abattages de veaux en France étaient stables à 644 000 têtes. C'est au 2nd semestre que s'est concentrée la baisse des sorties : à 613 000 têtes, les abattages ont alors reculé de 2,5% /2018. L'intensité de la crise, qui a frappé le secteur dès février 2019, a conduit les intégrateurs à limiter la production au 2nd semestre pour rééquilibrer le marché. De plus une partie des opérateurs, très affectés par la conjoncture, se serait vue dans l'incapacité de mettre en place les volumes habituels de veaux.

PRODUCTION FRANCE 2019

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



e : estimation ■ Veaux laitiers ■ Veaux croisés lait-viande ■ Veaux allaitants

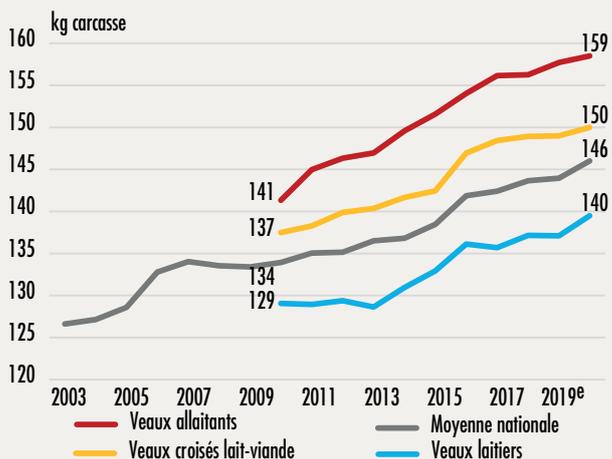
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, SPIE Normabev et estimations propres

En 2019, la répartition des type raciaux des veaux abattus en France n'a pas évolué. La part des veaux croisés lait-viande reste très élevée.

83% des veaux abattus en France en 2019 avaient une mère laitière et 17% une mère allaitante. La répartition entre ces deux origines évolue peu dans le temps.

On observe un développement des abattages de veaux d'une mère laitière et d'un père allaitant (veaux croisés lait-viande) qui représentaient 28% des veaux abattus en 2019 (23% en 2015). Cette évolution est en partie contrainte. Selon les opérateurs, les veaux laitiers purs manquaient au 1^{er} semestre pour deux raisons : la saisonnalité des vêlages : 42% seulement des effectifs annuels naissent au 1^{er} semestre 2019, et le croisement lait-viande, qui se développe au détriment des accouplements de race pure. L'import de veaux est limité, les distributeurs demandant des animaux nés, élevés et abattus en France. Les intégrateurs sont donc contraints de mettre en place des veaux croisés alors que le marché du veau R est très encombré.

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP, SPIE Normabev et estimations propres

Le poids moyen et l'âge des veaux abattus en France en 2019 ont fortement progressé. Ces indicateurs traduisent l'intensité de la crise qui a frappé le secteur.

Le poids moyen des veaux abattus en France est passé de 138 kg de carcasse en 2014 à 146 kg en 2019 avec un pic à 149,5 kg atteint en mai et juin. L'alourdissement des carcasses est une tendance durable dans la filière veau de boucherie qui permet de maîtriser le coût de production en diluant le coût du jeune veau et les frais de mise en place. Cet alourdissement compense en partie le repli du nombre de veaux et permet le maintien de la production de viande depuis 2013.

En 2019, les carcasses de veaux se sont alourdies de 2 kg /2018 en France contre 1,2 kg en moyenne depuis 2009. Les veaux ont été abattus à 186 jours, soit 5 jours de plus qu'en 2018. Ces hausses anormalement rapides sont dues à l'encombrement du marché au 1^{er} semestre. Faute de demande, les abattages ont été retardés et les animaux ont poursuivi leur croissance, retardant le rééquilibrage de l'offre.

COTATION FRANÇAISE DU VEAU ROSÉ CLAIR O ÉLEVÉ EN ATELIER



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les cotations du veau se sont effondrées dès la fin février et sont restées à des niveaux inhabituellement bas jusqu'à la rentrée, avant de remonter brutalement.

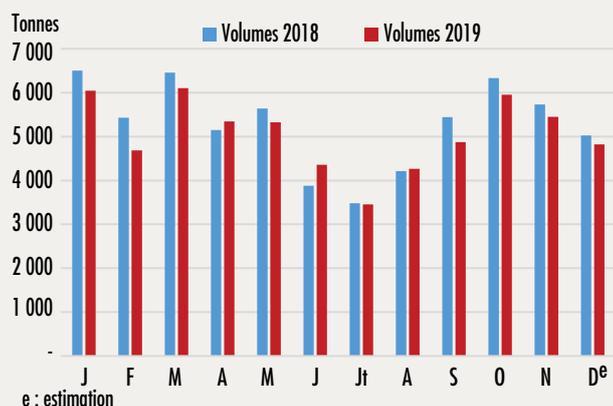
L'évolution de la cotation nationale du veau rosé clair O élevé en atelier illustre l'année difficile qu'a connue le secteur. A 5,36 €/kg en moyenne en 2019, elle est en repli de 6% /2018 (5,70 €/kg) et de 5% /2017. L'année démarrait en demi-teinte avec un marché encombré fin 2018 et dès mars, les prix s'effondraient. Après 4 mois de baisse, la cotation du veau rosé clair O est passée sous le seuil symbolique des 5 €/kg début juillet. S'en est suivi un redressement net et une hausse continue des prix de septembre à décembre dépassant 1 €/kg éc (5,91 €/kg en semaine 51).

La cotation annuelle du veau rosé clair R s'est de nouveau dégradée. A 5,88 €/kg éc, elle s'est dépréciée de 6% /2018 et 2017. Ce segment de marché est encombré par les abattages importants de veaux croisés lait-viande. Les opérateurs sont contraints de baisser les prix. En 2014, la cotation moyenne du veau rosé clair R était supérieure de près de 1 € qu'en 2019.

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

CONSOMMATION FRANCE 2019

ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MENAGES 2019*



*Le panel Kantar se base sur un échantillon de 12 000 ménages français, il mesure la consommation « ordinaire » à domicile uniquement. Sa fonction première n'est pas de relever les volumes mais de suivre l'évolution des comportements : occasions d'achat, quantités achetées, nombre d'achats...

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev et estimations propres

En 2019, les achats des ménages ont poursuivi leur repli en volumes (-4% /2018), essentiellement aux 1^{er} et 4^{ème} trimestres, périodes de pic de consommation.

Les ventes de viande de veau sont saisonnières et chutent durant l'été : la chaleur est défavorable à la consommation de cette viande et de nombreux points de restauration collective sont fermés.

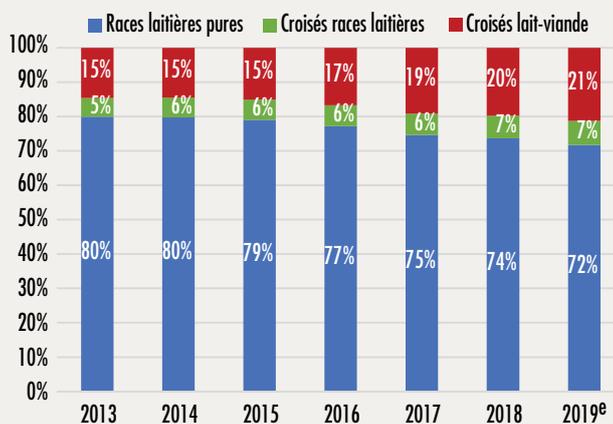
Les achats de viande de veau par les ménages sont très sensibles aux opérations de mises en avant dans les points de vente. Le repli mesuré par Kantar a été très fort au 1^{er} trimestre (-10% /2018) malgré une offre abondante. Un recul a également été observé au 4^{ème} trimestre, de l'ordre de -5%, en lien cette fois avec les disponibilités réduites. A l'inverse, le 2nd trimestre a vu les achats progresser de 3%.

Cette évolution est cohérente avec les données du groupe Nielsen qui répertorie les actions de promotions. Au 2nd trimestre les mises en avant du veau en GMS auraient été plus nombreuses (+6% /2018) de même que les références concernées (+12%). Ce n'était pas le cas au 1^{er} trimestre ni en fin d'année.

Par ailleurs, les outils de mise en avant (bacs, animations), proposés par Interbev aux enseignes de la grande distribution dans le cadre des opérations type Festival du Veau, auraient été sous-utilisés par les magasins.

VEAUX DE 3 SEMAINES 2019

TYPES RACIAUX DES VEAUX ISSUS DE VACHES LAITIÈRES



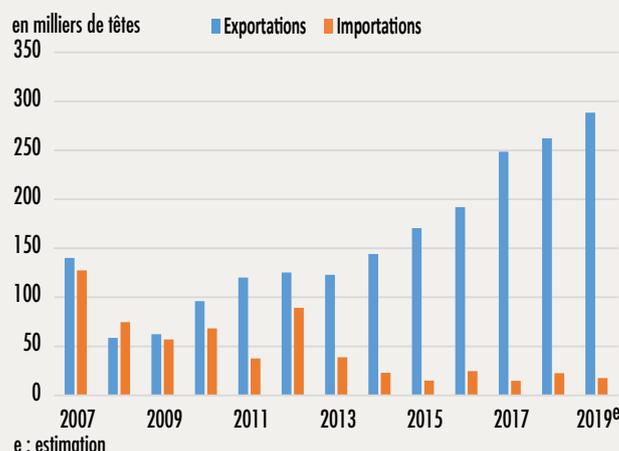
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie BDNI et estimations propres

Malgré des naissances en forte baisse, le croisement lait-viande continue sa progression rapide. L'offre limitée n'a pas permis d'alléger le marché et les effectifs exportés progressent de nouveau.

En 2019, les naissances de veaux de mère laitière ont reculé de 3% /2018, à 3,41 millions de têtes. Les types raciaux croisés augmentent de 5% /2018 pour les lait-viande et de 2% /2017 pour les laitiers avec respectivement 691 000 et 241 000 têtes, au détriment des laitiers purs en baisse de 5,5% /2017.

Malgré l'offre réduite, le marché est resté déprimé. La cotation moyenne des veaux de type laitier de 45 à 50 kg s'est établie à seulement 70 €/tête en 2019. Elle a chuté de plus de 20 € /2018. Le marché est resté encombré toute l'année sauf durant quelques semaines de mi-mai à

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et SPIE BDNI

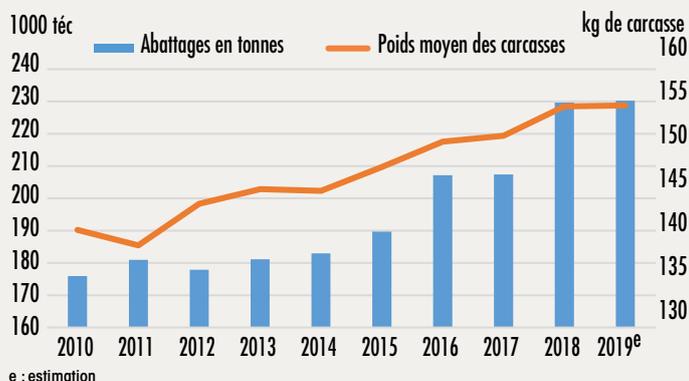
mi-juillet, au creux des vélagés. Cette situation est due à une demande en baisse : la production de veaux de boucherie connaît une érosion régulière ; quant à celle de JB et bœufs laitiers, elle s'est effondrée depuis la fin des quotas laitiers.

Le manque de demande en France pousse les veaux à l'export. Les exportations de petits veaux de mère laitière ont de nouveau battu tous les records en 2019 à 288 000 têtes (+10% /2018 et +16% /2017), progressant toute l'année. Plus de 90% des animaux exportés alimentent la filière espagnole d'engraissement, qui connaît une conjoncture difficile depuis l'effondrement du marché turc pour les bovins finis. Le développement des envois français vers l'Espagne s'est fait au détriment des autres pays fournisseurs et avec des tarifs en baisse, alors même que les veaux français restent soumis aux coûteux tests PCR visant à prévenir la dissémination de la FCO.

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2019

En 2019, la production abattue de veaux gras aux Pays-Bas a égalé son niveau record de 2018. Ceci est dû à une filière très dynamique, mais aussi à une relocalisation d'une partie des abattages.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

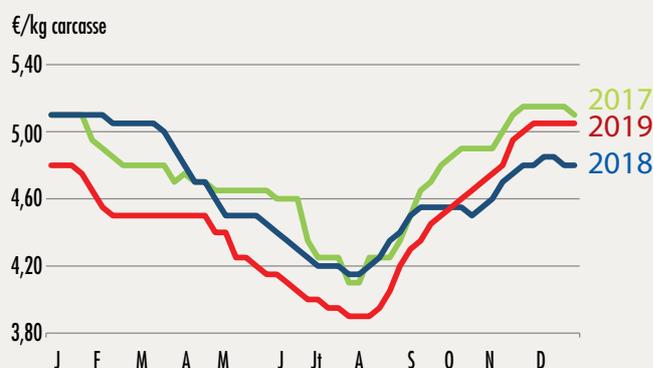
Avec plus de 90% d'export, le marché du veau aux Pays-Bas est totalement connecté aux marchés européens déficitaires (Italie, Allemagne...). La cotation du veau de boucherie a comme ailleurs connu une année chaotique, avec des prix dégradés jusqu'en août, suivis d'une embellie.

Le nombre de veaux sortis des élevages néerlandais s'est maintenu en 2019 au niveau record de 2018, tout comme la production de viande : 230 000 téc. La filière reste très dynamique : les abattages ont progressé de 15,5% en têtes et de 21,5% en téc depuis 2015. La production de veaux reste financièrement attractive et encore relativement épargnée par les contraintes environnementales (quotas phosphores...) qui touchent les autres productions animales (lait, porc...). Ceci pousse les éleveurs à investir dans

1 477 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2019.

ÉVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

le veau. La crise environnementale actuelle devrait toutefois renforcer les contraintes. Des investissements pourraient être rendus obligatoires (épuration d'air, caillebotis anti-émissions...) pour limiter les émissions d'ammoniac et améliorer le bien-être animal. Ceci pourrait accélérer la restructuration des élevages dont la taille moyenne atteint déjà 900 places dans la production de veaux blancs.

Par ailleurs, depuis 5 ans et avec la reprise d'outils industriels, les opérateurs néerlandais ont mené une relocalisation de leurs abattages. Les exportations de veaux pour abattage en Belgique et en Allemagne sont ainsi passées de 105 000 têtes en 2015 à 50 000 en 2019.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2019

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

1 000 têtes	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2019/18 (%)
Pays-Bas	1254	1277	1367	1362	1474	1477	=
France	1326	1300	1292	1263	1271	1255	-1%
Italie	586	562	561	568	564	570	+1%
Belgique	331	353	365	371	349	338	-3%
Allemagne	319	320	336	329	320	319	-0,5%
Autres Pays	574	550	556	528	503	508	+1%
UE à 28	4390	4362	4477	4421	4481	4467	-0,5%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SPIE Normabev

La production européenne a légèrement reculé en 2019 après un rebond en 2018 dans le sillage des Pays-Bas.

La production européenne de veaux de boucherie est très concentrée chez les 5 principaux producteurs qui totalisent 89% des animaux abattus et plus de 90% de la viande produite. Les Pays-Bas concentrent ainsi 33% de la production européenne, la France 28 % et l'Italie 13%.

Après une légère hausse en 2018, la production européenne s'est érodée en 2019, du fait du repli des abattages en France et en Belgique. La chute des exportations néerlandaises de veaux finis est la cause principale du déclin des abattages belges. La production italienne confirme sa stabilisation alors que les abattages allemands sont en léger repli. Ailleurs en UE, la production de veaux de boucherie reste marginale et déclinante.

Par ailleurs, les abattages en Suisse ont de nouveau reculé de 1% /2018 en têtes (213 000) et de 0,5% en téc (27 000). A 127 kg les poids carcasses y sont en très légère hausse, mais restent bien en deçà des standards en UE.

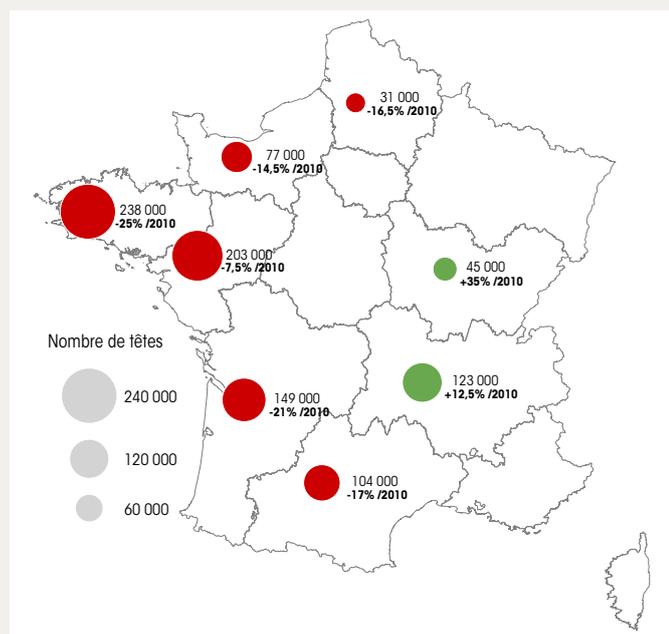
6 LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE



LOCALISATION DES ÉLEVEURS ET DE LA PRODUCTION

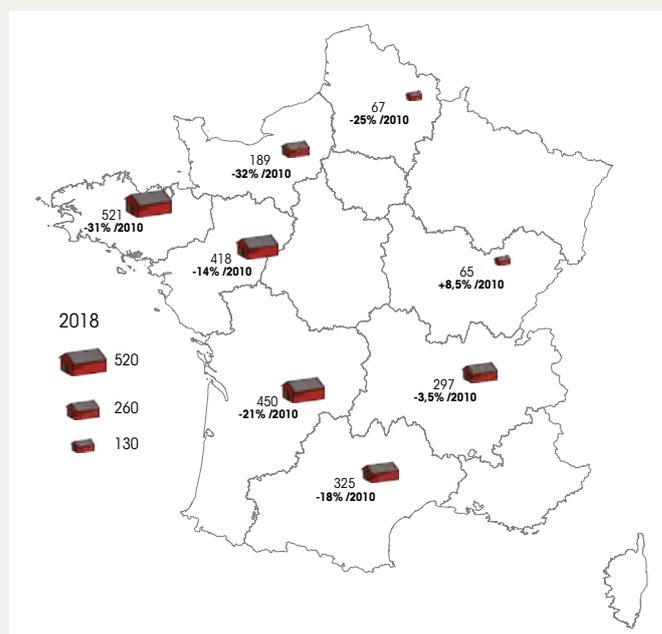
NOMBRE DE VEAUX SORTIS DES ÉLEVAGES* EN 2018

* Élevages produisant plus de 50 veaux par an



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-NORMABEV
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

NOMBRE D'ÉLEVAGES AYANT PRODUIT PLUS DE 50 VEAUX EN 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Spie-BDNI
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

MÉTHODE

Le réseau national veau de boucherie adossé au dispositif INOSYS est issu de la refonte et de l'extension des dispositifs régionaux : réseau du GIE élevages de Bretagne et observatoire des Chambres d'Agriculture de Bretagne et des Pays de la Loire. Nous présentons ici des résultats 2018 et des estimations 2019.

Dans les élevages de veaux en intégration - la majorité de la production française, les charges opérationnelles classiques des élevages (achat d'animaux, aliments, frais vétérinaires...) sont supportées par l'intégrateur qui est propriétaire des veaux engraisés. L'entreprise d'intégration verse à l'éleveur une prestation de service qui rémunère son travail et les charges de logement (bâtiments, eau, électricité, énergie...).

Pour estimer les résultats 2019 (résultat courant à l'échelle de l'exploitation), des indices de variation des prix et des volumes ont été

appliqués aux charges et produits des fermes de l'échantillon constatés en 2018, à structure constante. Ont été mobilisés : les Indices des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles publiés par l'INSEE (énergie, matériel...), des données Agreste et Arvalis (cultures), ainsi que l'expertise du réseau INOSYS (prestations, aides...).

Les résultats sont issus de 16 exploitations spécialisées dans la production de veaux de boucherie dont 9 sont situées en Bretagne et 7 en Pays de la Loire. Leur surface agricole utile est limitée : elle va de 0 à 50 ha (21 ha en moyenne). La main-d'œuvre est avant tout consacrée à l'atelier veau (91% en moyenne). 11 de ces ateliers chauffent l'eau au gaz, 3 au bois ou avec de la biomasse et 2 au fioul. Les fermes présentent une productivité du travail élevée du fait de leur spécialisation.

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE ENGRASSEURS DE VEAUX DE BOUCHERIE SPÉCIALISÉS

La baisse des produits issus des aides et des prestations pèse sur les revenus



DONNÉES REPÈRES

- 1,3 UMO totale dont 1,2 UMO exploitant
- 21 ha de SAU dont 18 ha de grandes cultures et 3,5 ha de fourrages
- 432 places de veaux
- Durée moyenne d'engraissement : 164 jours

LOCALISATION DES 16 EXPLOITATIONS



En 2018, le résultat courant moyen du groupe était de 23 400 €/UMO exploitant.

Quatre exploitations présentaient un résultat inférieur à 10 000 €/UMO et quatre autres un résultat supérieur à 27 000 €/UMO en 2018.

Les produits sont issus à 73% des prestations pour les veaux et à 14% des aides PAC. Les charges sont composées de seulement 11% de charges opérationnelles alors que les amortissements représentent 35% du total. Les 54% restants sont des charges de structure dont l'énergie et l'eau, l'entretien des bâtiments et du matériel, les travaux par tiers, le fermage, les frais de gestion etc. La variabilité du revenu est liée au niveau des prestations, des amortissements et des aides, mais aussi à la productivité du travail (places /UMO).

En 2019, les produits en baisse sous l'effet de la crise du secteur et du recul des aides PAC.

Le total des produits a baissé de 1,6% /2018. Les produits des aides auraient reculé de 5,6% et ceux des prestations de 2,0% /2018. La convergence des aides PAC se poursuit et ampute une partie des produits des exploitations qui en perçoivent, ce que certains intégrateurs compenseraient en partie par une hausse des montants des prestations.

2019 a été marquée par une crise du secteur du veau de boucherie (cf. chapitre 6) qui a impacté en premier lieu les entreprises d'intégration. Toutefois, les retards de sorties lors du creux de la consommation ont provoqué un allongement des rotations (durée d'engraissement + durée du vide sanitaire). Les élevages qui perçoivent une prestation au veau sorti (près des 3/4 des éleveurs en France) ont en conséquence subi une baisse du produit annuel. Ceux payés à la place ont été moins impactés car la durée d'engraissement supplémentaire est rémunérée. Néanmoins leur rémunération a pu être réduite suite au prolongement de la période sans animaux.

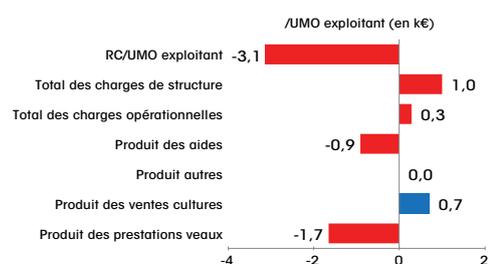
Les produits des cultures (11% du total des produits) ont été en hausse de 4,1% avec une embellie sur les prix et les rendements d'une grande partie d'entre elles dans le Grand-Ouest.

La hausse des amortissements pèse sur les charges de structure.

L'augmentation des charges de structure de 1,2% est notamment due aux amortissements des bâtiments et du matériel. Seuls les prix à l'achat des combustibles (gaz, carburants...) étaient en légère baisse en 2019.

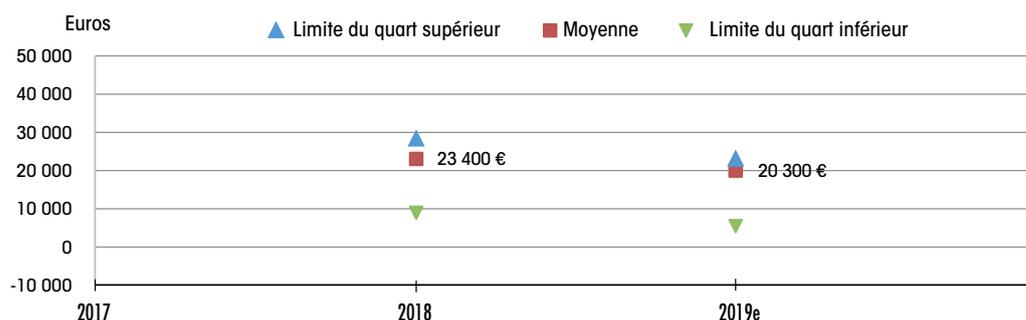
Estimé à 20 300 €/UMO exploitant en 2019, le résultat courant moyen des 16 exploitations aurait reculé de 3 100 € par rapport à 2018, soit de 13% /2018.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2018 ET 2019



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/ UMO EXPLOITANT



e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

7

LES PRÉVISIONS 2020

Le repli des cheptels entraînera une baisse de production

La réduction des cheptels laitier et allaitant, touchant toutes les catégories de sexe et d'âge, conduira nécessairement à une nouvelle baisse de la production de viande bovine en 2020 (-2% /2019). La chute de la production de femelles comptera pour plus des trois quarts de la baisse totale. Les importations, reparties à la hausse en 2018 et 2019 après quatre années de recul, pourraient à nouveau progresser en 2020 (+3%) pour combler partiellement la baisse de la production de réformes laitières. Les exportations de viande pourraient se redresser (+1%) grâce au développement des flux vers la Chine. La consommation française par bilan poursuivrait alors son érosion (-1,7%).



FRANCE 2020

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2016	2017	2018	2019 e	2020 p	2019p/18	2020p/19p
Abattages	1467	1447	1470	1431	1396	-2,6%	-2,4%
Dont :							
Femelles	807	809	833	817	790	-2,0%	-3,2%
Taurillons et	403	388	393	375	372	-4,5%	-0,9%
Bœufs	73	68	61	56	54	-9,5%	-3,5%
Veaux de boucherie	184	181	183	183	181	+0,5%	-1,5%
Imports viande	322	324	334	340	350	+1,8%	+3,1%
Exports viande	236	238	241	230	233	-4,6%	+1,2%
Consommation	1553	1533	1562	1540	1513	-1,4%	-1,7%
Export broutards (10)	1072	1183	1138	1150	1138	+1,0%	-1,0%

e : estimation

p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage

Baisse des volumes produits et consommés

La production nette contrôlée de bovins finis totaliserait 1,396 million de tonnes équivalent carcasse en 2020 (-2,4% /2019). Les tonnages de femelles baisseraient de 27 000 téc, ceux de mâles non castrés de 3 000 téc, ceux de bœufs de 2 000 téc et ceux de veaux de boucherie de 2 000 téc. Les exportations de broutards, contraintes par le recul de l'offre, baisseraient de 12 000 têtes.

Compte tenu de la baisse de l'offre disponible, en particulier en viande de femelles, la consommation française calculée par bilan baisserait de nouveau en 2020 (-1,7% /2019). Elle baissera toutefois moins que la production abattue, du fait du réajustement par le commerce extérieur.

Les importations de viande bovine confirmeraient leur reprise (+3%), venant compenser partiellement le recul de la production de femelles.

Les exportations de viande pourraient se redresser (+1%) grâce au développement des envois vers la Chine, qui compenserait la baisse vers les destinations historiques.

FRANCE 2020

Moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de 3% /2019.

Les réformes allaitantes seront ralenties (-3,6%) en raison du recul des effectifs de génisses de renouvellement prêtes à entrer en production. Pour autant, le cheptel poursuivrait sa baisse au même rythme qu'en 2019.

Les abattages de **génisses de boucherie** se réduiraient moins fortement (-2,5%) après le pic enregistré en 2018.

Les réformes laitières reculeraient de 3,4% en prenant l'hypothèse d'une érosion de cheptel sur l'année 2020 de 1%. Comme dans le cheptel allaitant, les génisses de renouvellement sont très peu nombreuses. Les éleveurs devront donc garder leurs vaches pour produire, la conjoncture laitière s'annonçant plutôt meilleure qu'en 2019.

Moins de broutards à exporter

Après le rebond de 2019, les exportations de broutards baisseraient de 1% en 2020 (-12 000 têtes).

La chute des naissances allaitantes au 2nd semestre 2019 et la baisse du cheptel de mères qui induira une nouvelle baisse des naissances au 1^{er} semestre 2020, conduiront naturellement à un repli du disponible exportable de bovins maigres en 2020.

La demande des engraisseurs français devrait rester en retrait par rapport à une demande export plus dynamique, en particulier vers l'Italie où la concurrence des autres fournisseurs de bovins maigres est toujours plus faible et où la consommation est actuellement dynamique.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons baisserait d'environ 1%.

L'engraissement de jeunes bovins de type lait poursuit son déclin. Les effectifs mis en place pour des sorties en 2020 sont ainsi toujours en baisse.

Les sorties de jeunes bovins de type viande diminueront également globalement sur l'année, quoique moins fortement. Elles pourraient rebondir durant le 1^{er} semestre 2020, par rapport au 1^{er} semestre 2019 particulièrement bas à la suite de la forte baisse des naissances dans le cheptel allaitant à l'automne 2017.

Après des chutes de plus de 9% en 2018 et 2019, la production de bœufs se réduira à nouveau en 2020 mais moins fortement (-3,5% /2019). En effet, le recul des effectifs de mâles de 24 à 36 mois en BDNI au 1^{er} décembre était moindre que les années précédentes.

Moins de veaux de boucherie

Après une année de crise, les abattages de veaux de boucherie reprendront leur baisse (-1,5%).

2019 a enregistré un fort alourdissement des veaux en raison de la crise qui a touché le secteur et provoqué des retards de sortie jusqu'à l'automne. Suite à cette crise, les intégrateurs se montrent prudents dans les mises en place et la production abattue en 2020 pourrait baisser de 1,5% en fêtes comme en tonnage. Le poids moyen se stabiliserait après la forte hausse de 2019. Sur le long terme, l'alourdissement structurel est amené à se poursuivre.

UNION EUROPÉENNE 2020

Production et consommation en légère baisse.

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production de l'UE-28 baisserait de 0,7% en 2019. Les importations de viande bovine progresseraient légèrement par rapport à une année 2019 basse. Les exportations progresseraient, comme en 2019, grâce au développement des envois vers l'Asie et notamment la Chine. La consommation se réduirait de 0,8%.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 téc	2016	2017	2018	2019e	2020p	2019p/18	2020p/19p
Abattages	7 851	7 869	8 008	7 967	7 911	-0,5%	-0,7%
Imports viande	304	285	312	303	309	-3,0%	+2,0%
Exports viande	248	271	252	272	285	+8,0%	+5,0%
Consommation	7 907	7 883	8 068	7 998	7 935	-0,9%	-0,8%
nb habitants (M°)	510,2	511,4	512,4	513,4	514,4		
conso/hab. (kgéc)	15,5	15,4	15,7	15,6	15,4	-1,1%	-1,0%

e : estimation
p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat, statistiques nationales et prévisions propres

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2019

Perspectives 2020

N° 505 - Janvier 2020

18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier Où va le bœuf ?

N° 504 - Décembre 2019 - À paraître

Dossier Pays-Bas. La filière caprine -

N° 503 - Novembre 2019 - À paraître

Dossier Europe du Nord. Filière laitière -

N° 502 - Octobre 2019

Dossier coût de production. Multifilières -

N° 501 - Septembre 2019

Dossier marché mondial viande bovine en 2018. Perspectives 2019. N° 500 - Juin 2019

Dossier marchés mondiaux des produits laitiers en 2018. Perspectives 2019. N° 499 - Mai 2019

Dossier annuel Ovins 2018.

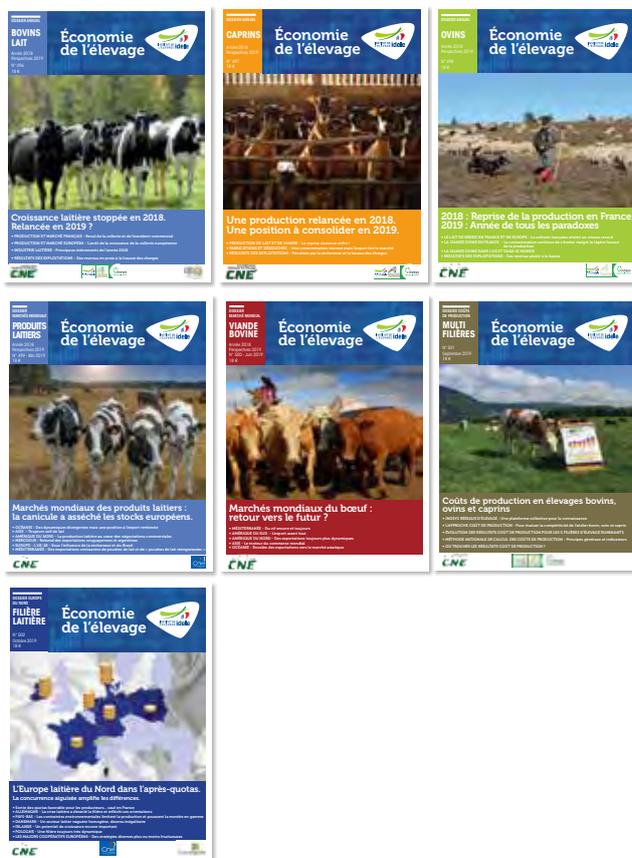
Perspectives 2019. N° 498 - Avril 2019

Dossier annuel Caprins 2018.

Perspectives 2018. N° 497 - Mars 2019

Dossier annuel Bovins lait 2018.

Perspectives 2019. N° 496 - Février 2019



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez

Mise en page et iconographie : Leila Assmann - Corinne Maigret - Marie-Catherine Leclerc

Crédits photos : Couverture ©Didier Bastien/Institut de l'Élevage - P3-9 ©Cra Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P4 ©Caroline Monnot/Institut de l'Élevage - P4 ©F. Millet EARL L'Isle - P4 ©Willmetts/Fotolia - P5 ©Interbev - P6-33 ©Marie-Catherine Leclerc/Institut de l'Élevage - P6 ©P. Dureuil_Cniel - P13 ©Didier Bastien/Institut de l'Élevage - P20 ©M. Leveque Gaec de la ferme des hées - P28 ©Aubrac Sylvie Toillon-INRA - P29 ©Jean Weber_INRA - P31 ©Laurent Davaine_Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P34 ©Élevage Amélie Azam et Pierre-Alexandre BEC - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-30-39 - 40.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE n°0020501001

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE